

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie,
du développement durable
et de l'énergie

Décret du 3 JUIN 2013

portant classement parmi les sites du département de la Drôme des coteaux de l'Hermitage
sur le territoire des communes de Crozes-Hermitage, Larnage et Tain-l'Hermitage

NOR : DEVL1228285D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 341-1 à L. 341-6 dans leur rédaction antérieure à la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, et R. 341-4 et R. 341-5 dans leur rédaction antérieure au décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, notamment son article 245 ;

Vu les résultats de l'enquête administrative, prescrite par arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2008, qui s'est déroulée du 17 novembre 2008 au 16 décembre 2008 inclus, notamment l'absence de consentement de certains propriétaires ;

Vu la délibération du conseil municipal de Larnage en date du 27 novembre 2008 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Crozes-Hermitage en date du 9 décembre 2008 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Tain-l'Hermitage en date du 22 décembre 2008 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Drôme en date du 30 avril 2010 ;

Vu l'avis émis par la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages en date du 18 novembre 2010 ;

Vu l'avis de Réseau Ferré de France en date du 11 décembre 2012 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

LOI N° 130 DU 07 JUIN 2013

Considérant que la préservation du site des coteaux de l'Hermitage, sur le territoire des communes de Crozes-Hermitage, Larnage et Tain-l'Hermitage, présente, en raison de ses caractères pittoresque et historique, un intérêt général au sens de l'article L. 341-1 du code de l'environnement,

Décète :

Article 1^{er}

Sont classés parmi les sites du département de la Drôme, les coteaux de l'Hermitage, sur le territoire des communes de Crozes-Hermitage, Larnage et Tain-l'Hermitage, d'une superficie de 140 hectares environ, délimité comme suit, conformément à la carte au 1/25 000 et aux plans cadastraux annexés au présent décret, en allant dans le sens des aiguilles d'une montre :

Commune de Tain-l'Hermitage

Section 3470000A

- Point de départ : la limite sud de la voie communale n° 3, au droit de l'angle sud-est de la parcelle n° 154,
- la limite sud de la voie communale n° 3 ;

Section 3470000H

- la limite est des parcelles n° 542, 401, 50 (en partie) et 51 ;
- la limite sud des parcelles n° 51 et 50 ;
- la limite ouest des parcelles n° 50, 775, 74 et 47 ;
- la limite sud de la voie communale n° 3 ;
- la limite est de la parcelle n° 677 ;
- la limite sud des parcelles n° 677 et 678 ;
- la limite ouest du chemin non dénommé ;

Section 3470000A

- la limite ouest du chemin non dénommé ;
- la limite sud de la parcelle n° 110 ;
- la limite ouest des parcelles n° 166, 165 et 166 à nouveau ;
- la limite sud du chemin des Bessards ;

Section 3470000L

- les limites est et sud de la parcelle n° 363 ;
- les limites sud-est et sud-ouest de la parcelle n° 135 ;
- les limites sud-ouest et ouest de la parcelle n° 133 ;
- la traversée du chemin des Bessards ;

Section 3470000A

- la limite nord-est du chemin des Bessards ;
- la traversée de la voie de chemin de fer de Paris à Vintimille ;
- la limite sud des parcelles n° 23 et 21 ;
- les limites sud-ouest, ouest et nord-ouest de la parcelle n° 21 ;
- le prolongement de la limite nord-ouest de la parcelle n° 21 jusqu'à la limite sud-ouest de la parcelle n° 16 ;
- les limites sud-ouest et nord (en partie) de la parcelle n° 16 ;

- la limite ouest des parcelles n° 3 et 4 ;
- la limite communale entre Tain-l'Hermitage et Crozes-Hermitage ;

Commune de Crozes-Hermitage

Section B2

- la limite nord-ouest des parcelles n° 659, 454, 453, 452, 443, 442 et 441 ;
- la traversée du chemin rural ;
- les limites ouest et nord de la parcelle n° 437 ;
- la limite nord de la parcelle n° 436 ;
- la limite nord-ouest des parcelles n° 435 et 434 ;
- la limite nord-est des parcelles n° 433 et 432 ;
- la limite est des parcelles n° 431, 418, 419, 594, 420, 594 à nouveau et 595 ;

Commune de Tain-l'Hermitage

Section 3470000A

- les limites nord-ouest et nord-est de la parcelle n° 64 ;
- la limite nord des parcelles n° 66, 72 (en partie), 74 et 141 ;
- la traversée du ravin des Beaumes ;

Section 3470000B

- la limite nord-ouest des parcelles n° 1 et 4 ;
- la limite nord-est des parcelles n° 4, 3 et 8 ;
- la limite nord des parcelles n° 9 (en partie), 15, 316, 317, 319, 320, 321, 287, 29, 32, 40, 41 et 395 ;
- la traversée de la route départementale n° 241 de Tain-l'Hermitage à Larnage ;
- la limite est des parcelles n° 45 et 44 (en partie) ;
- la traversée d'un chemin non dénommé ;
- la limite nord des parcelles n° 58 et 57 ;
- la limite ouest des parcelles n° 54 (en partie) et 51 ;
- la limite nord des parcelles n° 51 et 52 ;
- la traversée de la voie communale n° 1 de Tain-l'Hermitage à Larnage ;
- la limite ouest des parcelles n° 194 et 331 ;
- la limite nord-est des parcelles n° 331, 332 et 199 ;
- la traversée du chemin rural ;
- les limites ouest et nord-est de la parcelle n° 212 ;
- la limite nord-est des parcelles n° 215, 219, 220 et 219 à nouveau ;
- la limite nord de la parcelle n° 222 ;
- la limite est des parcelles n° 222 (en partie) et 223 (en partie) ;
- la traversée du ruisseau de Torras ;

Commune de Larnage

Section D2

- la traversée du chemin rural n° 16 ;
- la limite nord de la parcelle n° 716 et son prolongement dans la parcelle n° 708 ;

- la limite nord de la parcelle n° 726 ;
- la limite sud des parcelles n° 707, 455 et 681a ;
- les limites ouest et sud de la parcelle n° 681b ;
- la limite nord-est de la parcelle n° 418 ;
- la limite sud-est des parcelles n° 418, 621 et 418 à nouveau ;
- la limite sud-ouest des parcelles n° 418 et 723 ;
- la traversée d'un chemin non dénommé ;

Commune de Tain-l'Hermitage

Section 3470000B

- la traversée du ruisseau de Torras ;
- les limites est et sud de la parcelle n° 223 ;
- la limite sud-est de la parcelle n° 225 ;
- les limites est et sud de la parcelle n° 295 ;
- la traversée du chemin rural ;
- la limite sud-est des parcelles n° 156 et 155 ;
- la limite sud des parcelles n° 376, 156, 375, 374, 373 et 149 ;
- la traversée d'un chemin non dénommé ;
- les limites sud et ouest (en partie) de la parcelle n° 149 ;
- la limite sud des parcelles n° 148 et 144 ;
- une ligne droite fictive joignant l'angle nord-ouest de la parcelle n° 354 à l'angle nord-est de la parcelle n° 133 ;
- les limites nord et ouest (en partie) de la parcelle n° 133 ;
- la limite sud de la parcelle n° 130 ;
- les limites sud et ouest (en partie) de la parcelle n° 307 ;
- la limite sud des parcelles n° 127, 126, 121, 115, 114 et 110 ;
- les limites est (en partie), sud et ouest de la parcelle n° 107 ;
- la limite nord-ouest des parcelles n° 102, 101, 96 et 95 ;
- la limite nord-est des parcelles n° 92 et 91 ;
- les limites nord-ouest et ouest de la parcelle n° 309 ;
- la limite ouest de la parcelle n° 88 jusqu'au point de départ.

Article 2

Le présent décret sera notifié au préfet de la Drôme ainsi qu'aux maires de Crozes-Hermitage, Larnage et Tain-l'Hermitage.

Article 3

Le présent décret, la carte au 1/25 000 ainsi que les plans cadastraux annexés pourront être consultés à la préfecture de la Drôme et, chacune pour ce qui la concerne, aux mairies de Crozes-Hermitage, Larnage et Tain-l'Hermitage (1).

Article 4

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Jean-Marc AYRAULT

Par le Premier ministre :

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Delphine BATHO

(1) préfecture de la Drôme : Boulevard Vauban 26000 VALENCE
mairie de Crozes-Hermitage : Le Village 26600 CROZES-HERMITAGE
mairie de Larnage : Le Village 26600 LARNAGE
mairie de Tain-l'Hermitage : 2 avenue du Président Roosevelt 26600 TAIN-L'HERMITAGE



Commune de
TAIN
L'HERMITAGE



PLAN LOCAL D'URBANISME

5a-
Annexes
(pièces écrites)



- Servitudes d'utilité publique
 - Réseau d'eau potable
 - Réseau d'assainissement
- Système d'élimination des déchets
- Classement sonore des infrastructures
 - Zones de saisine archéologique



10 Rue Condorcet - 26100 Romans-sur-Isère
Tél : 04 75 72 42 00 - Fax : 04 75 72 48 61
Courriel : contact@beaur.fr - Internet : www.beaur.fr

5.06.105

Mai
2010

PLAN LOCAL d'URBANISME
Commune de TAIN L'HERMITAGE

ANNEXES

ANNEXE 1 : Descriptif de l'ouvrage de transport de gaz.

ANNEXE 2 : Servitudes.

ANNEXE 3 : Urbanisation à proximité des ouvrages de transport de gaz.

ANNEXE 4 : Travaux et projets à proximité des ouvrages de transport de gaz.

ANNEXE 5 : Plans des ouvrages à titre indicatif.

PLAN LOCAL d'URBANISME
Commune de TAIN L'HERMITAGE

DESCRIPTIF DE L'OUVRAGE DE TRANSPORT DE GAZ

- **Ø 100 mm Antenne de Tain l'Hermitage**

Déclarée d'utilité publique par Arrêté Ministériel du 05/12/1975
(JO du 19/12/1975)

Poste de gaz concerné :

TAIN distribution publique.



SERVITUDES

1) TEXTES RELATIFS AUX SERVITUDES

- Loi du 15 juin 1906, article 12, modifié par la loi du 4 juillet 1935, les décrets-lois du 17 juin et du 12 novembre 1938 et n° 67-885 du 6 octobre 1967.
- Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, modifié par l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation.
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 relatif aux conventions amiables, et leur conférant les mêmes effets que l'arrêté préfectoral d'approbation du tracé.
- Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 (modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985) portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.
- Circulaire ministérielle 95-56 du 20 juillet 1995 relative à l'annexion au PLU des servitudes d'utilité publique.

2) ETENDUE DES SERVITUDES

La canalisation susvisée entraîne en domaine privé une zone non aedificandi de 4 m de large (1 m à gauche, 3 m à droite de l'axe de la canalisation dans le sens Granges les Beaumont / Tain) où les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou d'arbustes de plus de 2,70 mètres de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0,60 mètre sont interdites.

Si nos canalisations traversent des zones considérées comme espaces classés boisés, il est nécessaire de prendre en compte dans le plan de zonage du P. L. U., la bande de servitude dans laquelle les restrictions précédentes sont à appliquer, à savoir : les plantations d'arbres ou d'arbustes de plus de 2,70 mètres de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0,60 mètre sont interdites.



3) SERVICES CONCERNES PAR LES SERVITUDES

- a) GAZ DE FRANCE - RESEAU TRANSPORT
Région Rhône Méditerranée
33 rue Pétrequin - BP 6407
69413 LYON CEDEX 06
- b) MINISTERE DE L'INDUSTRIE
DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

PLAN LOCAL d'URBANISME
Commune de TAIN L'HERMITAGE

URBANISATION A PROXIMITE DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ

1) TEXTES RELATIFS A L'URBANISATION A PROXIMITE DES CONDUITES

- Décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 modifiant le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisation abrogeant le décret n° 64-81 du 23 janvier 1964.
- Arrêté du 11 mai 1970 complété et modifié par les arrêtés du 3 août 1977, du 3 mars 1980 et du 18 juin 2002, portant règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustibles par canalisation.
- Circulaire 73.108 du 12 juin 1973 du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement, du Logement et du Tourisme, relative à la construction dans les secteurs affectés par le passage des canalisations de transport de gaz.
- Circulaire ministérielle du 13 novembre 1985 prise pour l'application du décret 85-1108 du 15 octobre 1985.

2) CONTRAINTES D'URBANISATION A PROXIMITE DES CONDUITES

Selon l'arrêté du 11 mai 1970 modifié, portant règlement de sécurité pour les canalisations de transport de gaz combustible, la densité d'occupation à l'hectare de logements ou équivalents logements calculée sur la surface d'un carré de 200 mètres de côté, axé sur la canalisation, ne peut être :

- Supérieure ou égale à 40 dans le cas de la catégorie B.
- Dans le cas de la catégorie C, la densité n'est pas limitée.

PLAN LOCAL d'URBANISME
Commune de TAIN L'HERMITAGE

TRAVAUX ET PROJETS A PROXIMITE DES OUVRAGES
DE TRANSPORT DE GAZ

TEXTES RELATIFS AUX PROJETS ET TRAVAUX A PROXIMITE DES OUVRAGES

- Circulaire 73-108 du 12 juin 1973 du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement, du logement et du Tourisme, relative à la construction dans les secteurs affectés par le passage des canalisations de transport de gaz.
- Circulaire ministérielle du 13 novembre 1985 prise pour l'application du décret 85-1108 du 15 octobre 1985, notamment en son article 35 relatif aux arrêtés préfectoraux concernant les travaux à proximité des ouvrages de transport de gaz.
- Décret 91-1147 du 14 Octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, dont les modalités d'application ont été définies par l'arrêté du 16 novembre 1994.

SERVICE CONCERNE PAR LES PROJETS ET TRAVAUX A PROXIMITE DES OUVRAGES

GAZ DE FRANCE RESEAU TRANSPORT - REGION RHONE MEDITERRANEE
Agence Rhône Alpes - 36 boulevard de Schweighouse
69530 BRIGNAIS
☎ 04 78 71 27 00

Dès lors que les travaux envisagés se situent dans une zone définie par le plan déposé en Mairie, le Décret 91-1147 du 14 Octobre 1991 fait obligation aux entrepreneurs et autres intéressés d'adresser à l'exploitant de l'ouvrage de transport de gaz naturel indiqué ci-dessus, une demande de renseignements à laquelle il devra être répondu dans le délai d'un mois, à compter de la date de réception de la demande.

Le même décret impose d'avertir au moins 10 jours francs à l'avance l'exploitant de tous travaux à proximité de nos conduites. Nous vous serions reconnaissants de le rappeler aux Entreprises travaillant à proximité de nos ouvrages.



Gestionnaire
du Réseau de Transport d'Electricité

**NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX
LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES
Ouvrages du réseau d'alimentation générale**

SERVITUDES I4

Ancrage, appui, passage, élagage et abatages d'arbres

REFERENCES :

Loi du 15 Juin 1906 (article 12) modifiée par la loi du 27 Février 1925, par les lois de finances du 13 Juillet 1925 (article 298) et du 16 Avril 1930, la loi du 4 Juillet 1935, les décrets-lois du 17 Juin 1938 et du 12 Novembre 1938, les décrets du 27 Décembre 1925, n° 58-1284 du 22 Décembre 1958, n° 67-885 du 6 Octobre 1967, n° 71-757 du 9 Septembre 1971, n° 73-201 du 22 Février 1973.

- ↳ Loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (article 35).
- ↳ Ordonnance n° 58-997 du 23 Octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 Avril 1946 précitée.
- ↳ Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour l'imposition des servitudes.
- ↳ Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 (concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes).
- ↳ Décret n° 85-1109 du 15 Octobre 1985 modifiant le décret du 11 Juin 1970 précité.
- ↳ Décret n° 93-629 du 25 mars 1993 modifiant le décret du 11 Juin 1970 précité.

EFFETS DE LA SERVITUDE

Ce sont les effets prévues par la loi du 15 Juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique. Le décret n° 67-886 du 6.10.67, d'application de la loi du 15 Juin 1906, établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1°/ Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 Décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des cultures.

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (décret-loi du 12 Novembre 1938).

2°/ Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1°/ Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

2°/ Droits des propriétaires

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

REMARQUE IMPORTANTE

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toutes délivrances de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (exceptés les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

Dès lors que les travaux envisagés se situent dans une zone définie par le plan de zonage déposé en Mairie, le décret 91-1147 du 14 Octobre 1991 fait l'obligation aux entrepreneurs et autres intéressés d'adresser à l'exploitant des ouvrages de transport indiqué ci-dessous, une demande de renseignement réglementaire (D.R.) accompagnée des extraits de plans suivants :

- ↳ un plan de situation au 1/25 000^e (ou plus précis),
- ↳ un plan de masse,
- ↳ un plan de ville selon la situation du chantier.

Une réponse devra être ensuite envoyée par l'exploitant dans le délai d'un mois, à compter de la date de réception de la demande. Elle précisera si une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.) doit être ensuite effectuée avant l'exécution des travaux.

Le même décret impose que les D.I.C.T. doivent parvenir à l'adresse ci-dessous 10 jours au moins avant la date prévue pour le début des travaux, jours fériés non compris, pour tous travaux à proximité des ouvrages de transport concernés.

RTE-TERAA
Groupe d'Exploitation Transport DAUPHINE
73, rue du Progrès
38 176 SEYSSINET PARISSET CEDEX

SERVICES RESPONSABLES

NATIONAL :

- ↳ Ministère de l'industrie

RÉGIONAUX OU DÉPARTEMENTAUX :

Pour les tensions supérieures à 50 000 Volts :

- ↳ DRIRE,
- ↳ RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale :

- ↳ DDE,
- ↳ Distributeurs EDF EGF Services et / ou régies.

ANNEXE 5a.2

ELEMENTS RELATIFS AU RESEAU D'EAU POTABLE

Le réseau d'adduction d'eau potable est géré par la SAUR située à TAIN L'HERMITAGE.

La commune est alimentée par le puits des Verts Prés, situé en bordure du ruisseau du Torras à proximité du Lycée Hôtelier. Il a fait l'objet d'une D.U.P.¹ qui a déterminé des périmètres de protection.

La deuxième ressource en eau potable de la commune est une alimentation du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Veune pour le quartier de la Mule Blanche.

Les ressources en eau sont suffisantes pour assurer l'alimentation de la commune.

Une nouvelle source est néanmoins recherchée pour obtenir une alimentation de secours, en cas de problème sur le puits principal. Pour préparer l'avenir, la commune vient donc d'initier les études pour établir un Schéma Général d'Eau Potable.

¹ D.U.P. : Déclaration d'Utilité Publique

ANNEXE 5a.4 ELEMENTS RELATIFS AU SYSTEME D'ELIMINATION DES DECHETS

Rappelons que la commune est concernée par :

- le P.I.E.D. : Programme Interdépartemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés Drôme-Ardèche.
- le plan de gestion des déchets du BTP : les maîtres d'ouvrage publics et privés sont notamment incités à évacuer les déchets de chantiers de construction dans le respect de l'environnement et selon des filières adaptées.

La gestion des déchets est organisée à plusieurs niveaux :

- la Communauté de Communes du Pays de l'Hermitage en a la compétence.
- le SIRCTOM, auquel adhère la communauté de communes, assure le ramassage et la gestion des déchetteries sur son territoire.

A TAIN, la collecte des déchets est effectuée 3 fois par semaine grâce à des bacs roulants regroupés et 2 fois par semaine dans la ZAC du Hameau des Prés par bacs individuels.

La commune dispose de plusieurs points propres pour le tri des déchets (papier, carton, plastique, verre).

La déchetterie se situe à Mercurol et accepte les végétaux, gravats, huile de vidange, métaux, appareils ménagers, encombrants, bois et peinture.

- le SYTRAD, auquel adhère le SIRCTOM, est chargé du traitement des déchets non valorisables :

Ces derniers sont éliminés au Centre d'Enfouissement Technique de St Sorlin en Valloire.

Il faut noter que le SYTRAD est en cours de construction de 3 centres de valorisation des déchets résiduels. Le but est de valoriser la fraction organique fermentescible des déchets et ainsi réduire les volumes de déchets ultimes stockés.

ANNEXE 5a.5

CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES

Les infrastructures suivantes font l'objet d'un classement par arrêté préfectoral en tant qu'infrastructures bruyantes :

- les routes nationales,
- les routes départementales,
- les autoroutes,
- les infrastructures ferroviaires.

Cet arrêté, pris en application de la Loi sur le Bruit et ses décrets d'application, vise à classer, suivant 5 catégories, les différentes voies de transport terrestre en fonction de leur niveau de nuisance sonore. Les bâtiments à construire à proximité de ces voies devront être dotés de certaines protections acoustiques.

Le classement génère des secteurs à l'intérieur desquels ces protections acoustiques devront être prises en compte, qui varient de 30 m à 300 m de large.

En ce qui concerne la commune de TAIN L'HERMITAGE, les voies suivantes sont concernées :

- Voir l'arrêté préfectoral du 2 mars 1999 pour les routes nationales :
 - RN 7 Drôme Nord : Secteur de 100 m (catégorie 3).
 - RN 7 Tain Centre : Secteur de 250 m (catégorie 2).
 - RN 7 Sortie Tain : Secteur de 100 m (catégorie 3).
 - RN 7 Tain Sud : Secteur de 250 m (catégorie 2).
 - RN 95 : Secteur de 100 m (catégorie 3).
- Voir l'arrêté préfectoral du 15 mars 1999 pour la voie ferrée :
 - Voie ferrée Vallée du Rhône : – Secteur de 300 m (catégorie 1).

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée ci-dessus comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche,
- pour les infrastructures routières, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

PREFECTURE DE LA DROME
ARRETE N°748

LE PREFET DE LA DROME
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,
Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,
Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,
Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,
Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,
Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,
Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 20 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

Article 2

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Ces tableaux sont classés dans l'ordre suivant :

- 1 - Classement des routes nationales
- 2 - Classement des routes départementales hors limite d'agglomération des communes de Valence, Bourg lès Valence, Romans sur Isère, Bourg de Péage, Montélimar et Pierrelatte.
- 3 - Classement des autoroutes A7 et A49

1 - CLASSEMENT DES ROUTES NATIONALES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 7 Drôme Nord	PR 0.000 à PR 28.000	SAINT RAMBERT D'ALBON CROZES HERMITAGE ANDANCETTE BEAUSEMBLANT LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES SUR RHONE EROME GERVANS TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain centre	PR 28.000 à PR 28.700	TAIN L'HERMITAGE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sortie Tain	PR 28.700 à PR 30.140	TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain sud	PR 30.140 à PR 36.140	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE	2	250 m	ouvert
RN7 Pont d'Isère	PR 36.140 à PR 37.200	PONT D'ISERE	3	100 m	ouvert
RN 7 Sud Pont d'Isère	PR 37.200 à PR 45.000	PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence	PR 45.000 à PR 48.770	BOURG LES VALENCE VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 7 Portes les valence	PR 48.770 à PR 49.565	VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence sud	PR 49.565 à PR 56.340	VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 La Paillassa	PR 56.340 à PR 56.780	ETOILE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN7 sud Etoile	PR 56.780 à PR 63.200	ETOILE SUR RHONE LVRON	3	100 m	ouvert
RN 7 Livron centre	PR 63.200 à PR 64.640	LVRON	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Livron	PR 64.640 à PR 66.175	LVRON LORIOL	2	250 m	ouvert
RN 7 sud Loriol	PR 66.175 à PR 72.240	LORIOL CLIOUSCLAT SAULCE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 Saulce centre	PR 72.240 à PR 73.000	SAULCE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Saulce	PR 73.000 à PR 76.700	SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 lourettes 1	PR 76.700 à PR 77.000	LES TOURETTES	2	250 m	ouvert
RN 7 lourettes 2	PR 77.000 à PR 77.700	LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Tourettes	PR 77.700 à PR 78.700	LES TOURETTES LA COUCOURDE	2	250 m	ouvert
RN 7 Coucourde	PR 78.700 à PR 80.550	LA COUCOURDE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Coucourde	PR 80.550 à PR 85.000	LA COUCOURDE SAVASSE	2	250 m	ouvert
RN 7 savasse	PR 85.000 à PR 85.980	SAVASSE	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Drôme	PR 85.980 à PR 114.400	SAVASSE MONTILMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE PIERRELATTE	2	250 m	ouvert
RN7 limite vaucluse	PR 114.400 à PR 116.807	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 507	PR 0.000 à PR 0.340	VALENCE			
RN 1532	PR 0.000 à PR 9.952 (localité)	VALENCE	3	100 m	ouvert
		MALISSARD	2	250 m	ouvert
		CHABEUIL			
DEVIATION DE BOURG LES VALENCE	TOTALITE	VALENCE	2	250 m	ouvert
		SAINT MARCEL LES VALENCE			
		BOURG LES VALENCE			
RN 532 (1)	PR 5.000 à PR 17.540	VALENCE	2	250 m	ouvert
		SAINT MARCEL LES VALENCE			
		ALDAN			
		BOURG DE PEAGE			
		CHATEAUNEUF SUR ISERE			
RN 532 (2)	PR 17.540 à PR 18.520	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RN 532 (3)	PR 18.520 à PR 20.790	BOURG DE PEAGE	4	30 m	ouvert
		CHATUZANGE LE GOUBET			
RN 532 (4)	PR 20.790 à PR 35.390	BOURG DE PEAGE	3		ouvert
		CHATUZANGE LE GOUBET			
		BEAUREGARD BARET			
		JAILLANS			
		EYMEUX			
		HOSTUN			
		LA BAUME D'HOSTUN			
		SAINT NAZAIRE EN ROYANS			
RN 532 (5)	PR 35.390 à PR 35.495	SAINT NAZAIRE EN ROYANS	2	250 m	profil en "U"
RN 102 (1)	PR 0.000 à PR 1.250	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RN 102 (2)	PR 1.250 à PR 3.835	MONTELMAR	2	250 m	ouvert
RN 92 (1)	PR 0.000 à PR 0.500	BOURG DE PEAGE	3	100 m	profil en "U"
		ROMANS SUR ISERE			
RN 92 (2)	PR 0.500 à PR 2.370	ROMANS SUR ISERE	4	30 m	ouvert
RN 92 (3)	PR 2.370 à PR 7.000	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
		SAINT PAUL LES ROMANS			
RN 92 (4)	PR 7.000 à PR 7.200	SAINT PAUL LES ROMANS	2	250 m	profil en "U"
RN 92 (5)	PR 7.200 à PR 8.538	SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92A	PR 0.000 à PR 1.800	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
		CHATUZANGE LE GOUBET			
RN 95	PR 0.144 à PR 2.698	TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
		MERCUROL			
RN 304	PR 0.000 à PR 4.000	LORIOL	3	100 m	ouvert
RN 75	PR 0.000 à PR 9.550	LUS LA CROIX HAUTE	3	100 m	ouvert

2 - CLASSEMENT DES ROUTES DEPARTEMENTALES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 1	PR 5.880 à PR 7.500	ANNEYRON	3	100 m	ouvert
RD 1	PR 7.500 à PR 8.300	ANNEYRON	4	30 m	ouvert
RD 1	PR 8.300 à PR 9.0	ANNEYRON	4	30 m	profil en "U"
RD 6	PR 0.800 à PR 2.516	MONTELMAR	4	30 m	ouvert
RD 6	PR 2.516 à PR 3.0	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 0.0 à PR 1.300	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 1.300 à PR 2.129	BOURG LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 7	PR 2.129 à PR 2.354	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 2.354 à PR 2.517	BOURG LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 2.517 à PR 3.760	VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 3.760 à PR 5.528	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 5.528 à PR 6.500	PORTES LES VALENCE	3	100 m	profil en "U"
RD 7	PR 6.500 à PR 7.802	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 7.802 à PR 9.347	ETOILE SUR RHONE	4	30 m	ouvert
RD 11	PR 1.735 à PR 4.220	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 0.0 à PR 0.878	SAINT VALLIER	4	30 m	ouvert
RD 51	PR 0.878 à PR 1.256	SAINT VALLIER	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 1.256 à PR 3.880	SAINT BARTHELEMY DE VALS	3	100 m	ouvert
RD 51A	PR 0.0 à PR 0.675	SAINT VALLIER	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 7.343 à PR 9.359	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.359 à PR 9.500	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.500 à PR 9.700	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 9.700 à PR 12.334	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 9.830 à PR 10.518	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 10.518 à PR 11.196	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 11.196 à PR 12.508	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 12.508 à PR 18.200	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 18.423 à PR 19.280	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 19.280 à PR 19.448	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 22.800 à PR 25.785	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 2.819 à PR 3.430	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 3.430 à PR 10.333	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.435 à PR 12.477	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.477 à PR 14.421	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 1.920 à PR 2.984	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 2.984 à PR 6.440	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 6.440 à PR 7.200	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.200 à PR 7.500	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	profil en "U"
RD 73	PR 7.500 à PR 7.785	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.785 à PR 8.860	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 11.880 à PR 13.915	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 13.915 à PR 15.524	CREST	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 15.524 à PR 18.340	CREST	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 18.340 à PR 20.395	AOUSTE SUR SYE	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 20.395 à PR 21.895	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 21.895 à PR 27.780	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 27.780 à PR 33.740	SAILLANS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 33.740 à PR 36.0	ESPEL	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 36.0 à PR 38.122	VERCHENY	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 16.191 à PR 17.175	SUZE LA ROUSSE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 23.800 à PR 24.153	TULETTE	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 24.153 à PR 24.700	TULETTE	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 94	PR 24.700 à PR 25.100	TULETTE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 25.100 à PR 25.656	TULETTE	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 38.310 à PR 39.450	VINSOBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 39.450 à PR 42.811	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 42.811 à PR 44.310	NYONS	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 44.310 à PR 44.996	NYONS	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 44.996 à PR 47.000	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.000+8129 à PR 47.800	AUBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.800 à PR 49.370	AUBRES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 49.370 à PR 50.400	PILLES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 50.400 à PR 50.800	PILLES	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 50.800 à PR 51.150	PILLES	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 0.0 à PR 2.145	CONDORCET	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 2.145 à PR 3.300	DVAJEU	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 3.300 à PR 6.725	CHABRILLAN	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 6.725 à PR 8.820	GRANES	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 18.820 à PR 18.0	LORJOL	2	250 m	profil en "U"
RD 104	PR 18.0 à PR 19.813	LORJOL	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 0.0 à PR 2.198	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 2.198 à PR 5.185	PORTES LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 5.185 à PR 6.680	BEAUVALLON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 6.680 à PR 11.555	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 11.555 à PR 13.700	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 13.700 à PR 14.500	MONTOISON	2	250 m	profil en "U"
RD 111	PR 14.500 à PR 16.415	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.415 à PR 16.465	UPIE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.465 à PR 17.350	ALLEX	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 17.350 à PR 19.760	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111A	PR 2.0 à PR 2.909	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.0 à PR 9.758	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.758 à PR 11.570	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 11.570 à PR 14.674	ROUSSAS	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 14.674 à PR 15.460	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 0.0 à PR 2.430	MALATAVERNE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 2.430 à PR 4.670	CREST	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 4.670 à PR 8.225	AOSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 8.225 à PR 8.285	PIEGROS LA CLASTRE	3	100 m	ouvert
RD 220A	PR 0.0 à PR 1.678	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 238	PR 0.0 à PR 1.759	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 261	PR 3.57 à PR 4.871	DIE	4	30 m	ouvert
RD 261	PR 4.871 à PR 10.0	MONTELEGER	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 10.0 à PR 13.534	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 0.0 à PR 3.0	VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 268	PR 3.0 à PR 7.28	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 7.28 à PR 7.911	LA ROCHE DE GLUN	3	100 m	ouvert
RD 414	PR 0.0 à PR 0.294	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 432	PR 0.0 à PR 2.0	GRIGNAN	3	100 m	profil en "U"
RD 432	PR 2.0 à PR 4.97	VALENCE	2	250 m	ouvert
RD 432	PR 4.97 à PR 5.186	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 432		SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 432	PR 5.186 à PR 5.394	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.0 à PR 0.165	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.165 à PR 5.254	LA GARDE ADHEMAR	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 5.254 à PR 8.741	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 0.0 à PR 3.592	MERCUROL	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.592 à PR 3.831	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.831 à PR 4.327	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 4.327 à PR 4.741	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 4.741 à PR 5.360	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 5.360 à PR 7.104	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.104 à PR 7.344	BEAUMONT MONTEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.344 à PR 7.430	CLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.430 à PR 9.939	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 9.939 à PR 10.351	GRANGES LES BEAUMONT	4	30 m	ouvert
RD 532	PR 10.351 à PR 11.71	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 11.71 à PR 13.770	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 29.444 à PR 30.417	PEYRINS	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 30.417 à PR 32.45	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.45 à PR 32.345	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.345 à PR 33.77	MOURS SAINT EUSEBE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 33.77 à PR 33.691	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.691 à PR 33.699	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.699 à PR 36.0	ROMANS SUR ISERE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 36.0 à PR 38.792	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 38.792 à PR 41.384	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 41.384 à PR 42.321	ALIXAN	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 42.321 à PR 43.350	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 43.350 à PR 45.763	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 45.763 à PR 46.331	MONTELMAR	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 46.331 à PR 47.227	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 47.227 à PR 52.432	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 52.432 à PR 55.590	MONTVENDRE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 55.590 à PR 59.892	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 59.892 à PR 60.820	UPIE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 60.820 à PR 67.345	VAUNAVEYS LA ROCHETTE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 67.345 à PR 70.400	CREST	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 130.873 à PR 135.950	VENTEROL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 135.950 à PR 138.280	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 144.920 à PR 145.500	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 145.500 à PR 145.600	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	profil en "U"
RD 538	PR 145.600 à PR 147.50	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 147.50 à PR 149.364	PIEGON	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 3.300 à PR 4.000	MONTMEYRAN	3	100 m	profil en "U"
RD 538A	PR 4.000 à PR 5.500	MONTMEYRAN	4	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.50 à PR 5.630	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.630 à PR 7.500	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 7.500 à PR 8.200	BEAUMONT LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 538A	PR 8.200 à PR 12.57	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.57 à PR 12.373	MALISSARD	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.373 à PR 12.700	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.700 à PR 14.950	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 540	PR 4.100 à PR 5.217	MONTELMAR	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 540	PR 5.217 à PR 10.390	MONTBOUCHER SUR JABRON	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 10.390 à PR 11.0	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 11.0 à PR 11.950	LA BATIE ROLLAND	3	100 m	profil en "U"
RD 540	PR 11.950 à PR 13.129	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 13.129 à PR 16.515	LA BÉGUDE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 0.650 à PR 3.624	DONZERE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 3.624 à PR 4.190	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 5.880 à PR 6.75	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.75 à PR 6.286	GRANGES GONTARDES	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 6.286 à PR 6.312	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.312 à PR 7.496	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 7.496 à PR 8.800	VALAURIE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 8.800 à PR 8.886	VALAURIE	2	250 m	profil en "U"
RD 541	PR 9.0 à PR 12.98	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.98 à PR 12.658	REAUVILLE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.658 à PR 13.639	CHANTEMERLE LES GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 13.639 à PR 19.770	GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 19.770 à PR 20.465	SAINT PANTALEON LES VIGNES	3	100 m	ouvert

3 - AUTOROUTES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
AUTOROUTE A7	PR 26.280 à PR 142.610	SAINT RAMBERT D'ALBON ALBON BEAUSEMBLANT SAINT UZE SAINT BARTHELEMY DE VALS CHANTEMERLE LES BLES LARNAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LVRON LORIOL SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE SAINT MARCEL LES SAUZET SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE GRANGES GONTARDES LA GARDE ADHEMAR SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	1	300 m	ouvert
AUTOROUTE A49		BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN	2	250 m	ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont, par ordre alphabétique :

ALBON	EYMEUX	PIERRELATTE
ALIXAN	GERVANS	PILLES
ALLAN	GRANES	PONSAS
ALEX	GRANGES GONTARDES	PONT D'ISERE
ANDANCETTE	GRANGE LES BEAUMONT	PORTES LES VALENCE
ANNEYRON	GRIGNAN	REAUVILLE
AOUSTE SUR SYE	HOSTUN	ROMANS SUR ISERE
AUBRES	JAILLANS	ROUSSAS
BEAUMONT LES VALENCE	LA BATIE ROLLAND	SAILLANS
BEAUMONT MONTEUX	LA BAUME D'HOSTUN	SAINT BARTHELEMY DE VALS
BEAUREGARD BARET	LA BEGUDE	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE
BEAUSEMBLANT	LA COUCOURDE	SAINT MARCEL LES VALENCE
BEAUVALLON	LA GARDE ADHEMAR	SAINT NAZAIRE EN ROYANS
BOURG DE PEAGE	LA ROCHE DE GLUN	SAINT PANTALEON LES VIGNES
BOURG LES VALENCE	LARNAGE	SAINT PAUL LES ROMANS
CHABEUIL	LAVEYRON	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
CHABRILLAN	LES TOURETTES	SAINT RAMBERT D'ALBON
CHANOS CURSON	LIVRON	SAINT RESTITUT
CHANTEMERLE LES BLES	LORJOL	SAINT UZE
CHANTEMERLE LES GRIGNAN	LUS LA CROIX HAUTE	SAINT VALLIER
CHATEAUNEUF DU RHONE	MALATAVERNE	SAULCE SUR RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MALISSARD	SAUZET
CHATUZANGE LE GOUBET	MERCUROL	SAVASSE
CLERIEUX	MIRABEL ET BLAONS	SERVES SUR RHONE
CLIOUSCLAT	MIRABEL AUX BARONNIES	SOLERIEUX
CONDORCET	MONTBOUCHER SUR JABRON	SUZE LA ROUSSE
CREST	MONTELEGER	TAIN L'HERMITAGE
CROZES HERMITAGE	MONTELIMAR	TULETTE
DIE	MONTMEYRAN	UPIE
DIVAJEU	MONTOISON	VALAURIE
DONZERE	MONTVENDRE	VALENCE
EROME	MOURS SAINT EUSEBE	VAUNAVEYS LA ROCHETTE
ESPELUCHE	NYONS	VENTEROL
ESPEL	PEYRINS	VERCHENY
ETOILE SUR RHONE	PIEGON	VINSOBRES
EURRE	PIEGROS LA CLASTRE	

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux et de transports en communs en site propre.

A Valence le 12 MARS 1999

Jean-Pierre MARQUIE

Pour ampliation

Le Attaché Principal,
Chef de Bureau



Le Secrétaire

PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE N° 970

LE PREFET DE LA DROME
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 11-4-1,
Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,
Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,
Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,
Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,
Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,
Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 22 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur le plan joint en annexe.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures ferroviaires, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain traversé.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
VOIE FERREE "VALLEE DU RHONE"	KM 571+414 à KM 688.744	SAINT RAMBERT D'ALSON ANDANCETTE LAVEYRON SAINT VALLIER PONSA SERVES EROME GERVANS CROZES HERMITAGE GERVANS TAIN L'HERMITAGE MERCUROL PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORIOU SAULCE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MONTELMAR DONZERE PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE TGV"	KM 454+327 à limite départementale	LAPEYROUSE MORNAY MANTHES MORAS EN VALLOIRE SAINT SORLIN EN VALLOIRE CHATEAUNEUF DE GALAURE MUREILS LA MOTTE DE GALAURE CLAVEYSON BREN MARSAZ CHAVANNES CLERIEUX GRANGES LES BEAUMONT SAINT MARCEL LES VALENCE MONTELIER CHABEUIL MONTVENDRE MONTMEYRAN OURCHES UPIE ROYNAC MARSAZ BONLIEU SUR ROUBION LA LAUPIE SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON VAUNAVEYS LA ROCHETTE EURRE CREST DNAJEU CHABRILLAN LA ROCHE SUR GRANE ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE ROUSSAS GRANGES GONTARDES DONZERE LA GARDE ADHEMAR PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE VALENCE- SAINT MARCEL"	KM 1+200 à KM 7+800	BOURG LES VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	ouvert

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U »;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

ALLAN
ANDANCETTE
BONLIEU SUR ROUBION
BOURG LES VALENCE
BREN
CHABEUIL
CHABRILLAN
CHATEAUNEUF DE GALAURE
CHATEAUNEUF DU RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE
CHAVANNES
CLAVEYSON
CLERIEUX
CREST
CROZES HERMITAGE
DIVAJEU
DONZERE
EROME
ESPELUCHE
EURRE
ETOILE SUR RHONE
GERVANS
GRANGES GONTARDES
GRANGES LES BEAUMONT
LA COUCOURDE
LA GARDE ADHEMAR
LA LAUPIE
LA MOTTE DE GALAURE
LA ROCHE SUR GRANE
LAPEYROUSE MORNAY
LAVEYRON
LES TOURETTES
LIVRON

LORIOLE
MALATAVERNE
MANTHES
MARSANNE
MARSAZ
MERCUROL
MONTBOUCHER SUR JABRON
MONTELLIER
MONTELLIMAR
MONTMEYRAN
MONTVENDRE
MORAS EN VALLOIRE
MUREILS
OURCHES
PIERRELATTE
PONSAZ
PONT D'ISERE
PORTES LES VALENCE
ROUSSAS
ROYNAC
SAINT MARCEL LES VALENCE
SAINT RAMBERT D'ALBON
SAINT SORLIN EN VALLOIRE
SAINT VALLIER
SAULCE
SAUZET
SAVASSE
SERVES SUR RHONE
TAIN L'HERMITAGE
UPIE
VALENCE
VAUNAVEYS LA ROCHETTE

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux, ferroviaires et de transports en commun en site propre.

Valence le 15 MAR. 1999

Pour ampliation
L'Adjoint au Chef de Bureau

Françoise PUKALL

Jean-Pierre MARQUIE

ANNEXE 5a.6
ELEMENTS RELATIFS AUX ZONES ARCHEOLOGIQUES DE
SAISINE SUR LES DOCUMENTS D'URBANISME

PRÉFECTURE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

30 JAN. 2006

Direction régionale
des affaires culturelles
Service Régional de
l'Archéologie
04 72 00 44 50
Affaire suivie par : Joëlle
Tardieu
joelle.tardieu@culture.gouv.fr

Arrêté n° 06.054

Objet : Zones archéologiques de saisine sur les dossiers d'urbanisme
Commune de Tain-L'Hermitage (26)

Le Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment ses articles 1^{er}, 4 à 8 et 17 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-2-4 ; R.315-11 ; R.315-29 ; R. 421-38-10-1 ; R.421-9 ; R.430-5 ; R.442-3-1 et R.442-4-2 ;

Vu l'avis favorable de la Commission interrégionale de la recherche archéologique Centre-Est en date du 5 juillet 2005 ;

Considérant l'importance du patrimoine archéologique recensé par la Carte archéologique nationale sur la commune de Tain-L'Hermitage, en particulier l'agglomération antique de *Tegna*, la *villa* gallo-romaine des Diognères, ainsi que la vieille ville médiévale et la colline de l'Hermitage,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Sur le territoire de la commune de Tain-L'Hermitage sont délimitées trois zones dans le périmètre desquelles les projets d'aménagement affectant le sous-sol pourront faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Ces zones sont délimitées et identifiées sur le plan, et décrites sur la notice de présentation, annexés au présent arrêté.

Article 2

Tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers, d'autorisation de lotir situés dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à la réalisation de l'opération d'urbanisme ou d'aménagement faisant l'objet de la demande. Il en est de même pour les décisions de réalisation de zones d'aménagement concertées situées dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Les dossiers et décisions mentionnés à l'alinéa précédent sont transmis aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles – Service régional de l'archéologie, 6 quai Saint-Vincent, 69283 LYON cedex 01) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 susvisé.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Drôme et notifié au maire de Tain-L'Hermitage qui procèdera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Article 4

L'arrêté et ses annexes (plan délimitant les zones et notice de présentation) seront tenus à disposition du public à la mairie de Tain-L'Hermitage et à la Préfecture de la Drôme.

Article 5

Les zones déterminées à l'article premier du présent arrêté se substituent aux zones archéologiques de consultation sur les documents d'urbanisme lorsque celles-ci ont été précédemment définies.

Article 6

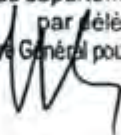
La réalisation des travaux, objets des demandes d'autorisation d'urbanisme mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, est subordonnée à l'accomplissement de mesures d'archéologie préventive, lorsqu'elles sont prescrites. Dans ce cas, les décisions d'autorisation d'urbanisme indiquent que l'exécution de ces prescriptions est un préalable à la réalisation des travaux autorisés.

Article 7

Le Directeur régional des affaires culturelles, le préfet du département de la Drôme et le maire de la commune de Tain-L'Hermitage sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le **30 JAN. 2006**

Pour le Préfet,
et du département du Rhône
par délégué,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales


Hervé BOUCHAERT

TAIN-L'HERMITAGE (26)

NOTICE DE PRESENTATION DES ZONES ARCHEOLOGIQUES DE SAISINE

L'article L.522-5 du Code du patrimoine prévoit que dans le cadre de l'établissement de la Carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

A ce titre, ont été définies sur la commune de Tain-L'Hermitage, des zones dont les délimitations s'appuient sur le passé archéologique très riche de la commune, et sur le potentiel de l'urbanisation.

Les zones ainsi délimitées sont les suivantes :

1- La Ville

La ville de Tain l'Hermitage, sur la rive gauche du Rhône, passe pour être le site de *Tegna* mentionné dans les itinéraires routiers antiques du IV^e s. et la *Table de Peutinger*. De fondation allobroge, elle se situe aux confins du pays allobroge, auquel elle appartient et de la Cité de Vienne. L'agglomération antique, au bord de la voie d'Agrippa qui devait arriver par le nord au pied du coteau de l'Ermitage, se situerait entre la base du coteau et les rives du Rhône et, semble-t-il se développerait plus à l'Est que la ville actuelle et la RN7. On trouve notamment de nombreux remplois et des substructions antiques dans la Grand'Rue qui reprend l'orientation d'un *cardo* du 3^e cadastre antique de la cité de Valence et des traces d'habitat daté de la fin du VI^e s., qui succède après un hiatus à une occupation de l'Age du Bronze dans l'îlot Breyse-Michelon. Un *ager tegnensis* est par ailleurs mentionné en 996, un *pagus tegnensis* en l'an mille et une *villa Tegna* en 1064.

Le noyau médiéval subsiste et occupe l'espace compris entre la place des Rosiers dont la création a engendré la destruction d'une partie de la ville médiévale et La Bastie. La vieille ville a conservé, outre les traces d'un habitat antique, les vestiges de fosses et d'un cimetière à inhumations du haut Moyen Age (antérieur au VIII^e s.) qui aurait été abandonné au XI^e s. et une maison médiévale (vestiges des XI^e-XIII^e s.). En 1111, un *prioratus de tegno* est mentionné. Il relevait de l'ordre de saint Benoît, filiation de Cluny. Son église qui était celle d'une paroisse du diocèse de Vienne, était dédiée à la Vierge. Il devait donc exister à proximité le cimetière paroissial. Son titulaire était collateur et décimateur dans la paroisse de Tain, de Mauves, de Glun -ces dernières étant des annexes du prieuré- et de Saint-Julien de Tournon sur l'autre rive du Rhône. C'est dans l'église prieurale que le Dauphin Charles épousa en avril 1350 Jeanne de Bourbon. Ce prieuré fut uni en 1383 au collège Saint-Martial d'Avignon¹ dirigé par les Bénédictins de Cluny. Il est ruiné en 1540 lors du passage des troupes du capitaine Paulin, baron de la Garde-Adhémar.

Le bourg prieural était ceint d'un rempart dont on ne connaît pas la date de construction, percé de portes -porte de l'Horloge ou de Jacquemar, porte du bac et porte de la Bâtie- dont ils reste quelques structures.

Tain était dans la dépendance des barons de Tournon, puis devint une terre du fief des Dauphins, comtes d'Albon. En 1309, Guy de Tournon donna à ses habitants une charte de libertés municipales.

2- La Chapelle Saint-Christophe et les côteaux de l'Hermitage

La chapelle Saint-Christophe a été édifiée en 1864 (inscr. MH 10 janvier 1934) sur les vestiges d'un édifice plus ancien dans la dépendance de l'abbaye de Saint-André-le-Bas de Vienne, en remployant de nombreux fragments antiques : un taurobole (découvert au XVI^e s.) qui servit de base à l'autel puis de socle à une croix, des inscriptions, *tegulae*... Le taurobole de la place du Taurobole (liste de 1840, cl. 28 sept. 1905) a été offert par les Lyonnais en 184 de notre ère et descendu de la chapelle de l'Ermitage en 1784. Par ailleurs, le site de l'Ermitage passe pour avoir abrité les vestiges d'une tour (antique ou médiévale ?).

Au pour être annexé
à l'annexe n° 06.054
du 30 JAN. 2006

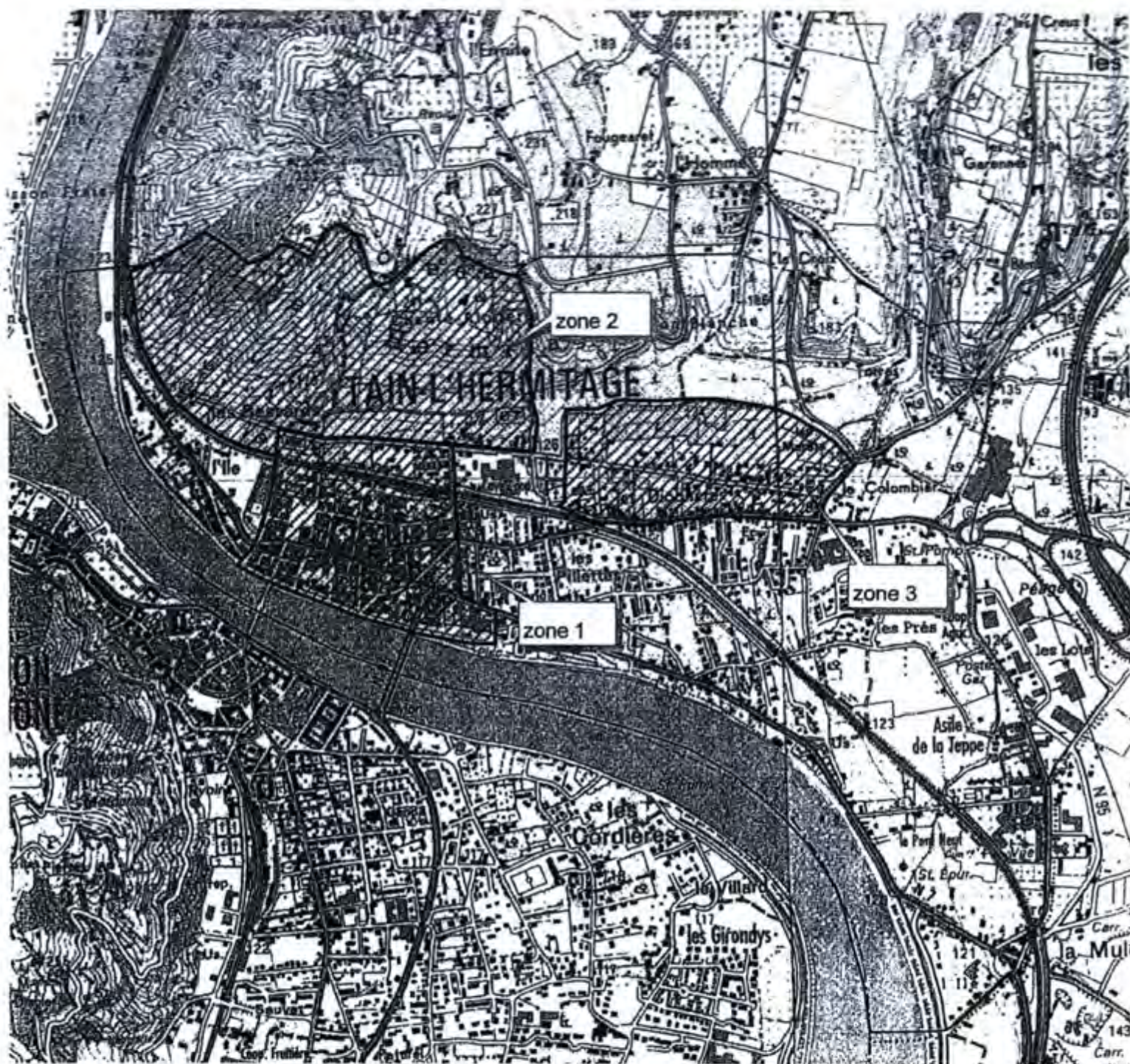
Cette colline qui domine comme à Vienne le méandre du fleuve passe pour avoir soutenu l'aire sacrée de la ville antique : de nombreux vestiges ont en effet été retrouvés dans les vignes (fouilles en 1963) : structures alors identifiées comme pouvant appartenir à des substructions cultuelles, terrasses en grand appareil, rampes d'accès...nécropoles (tombeaux en brique dans un mausolée, sarcophages...), trésors monétaires, table de marbre, stèles.....

3- Les Diognères

Le long de la voie d'Agrippa, aux **Diognères** ont été trouvées les substructions d'une *villa* gallo romaine.

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 06.054
du 30 JAN. 2006

mes archéologiques de saisine des services de la préfecture de région
Direction Régionale des Affaires Culturelles)



Département : Drôme
Commune : TAIN-L'HERMITAGE

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 06.054
du 30 JAN. 2006



Zone archéologique de saisine sur ;
- les permis de construire
- les permis de démolir
- les autorisations d'installations et travaux divers
- les autorisations de lotir
- les décisions de réalisation de ZAC

0 0.5 1 km
1/18 000e



Service régional de l'archéologie, IGN SCAN 25 et BD CARTO, mars 2005.

PLAN LOCAL D'URBANISME

Annexe :
Plan du réseau d'eau potable

5b2

ECHELLE	Prescription du PLU	Arrêt du projet du PLU	Approbation du PLU
1/5000	20/12/2004	20/07/2009	19/05/2010



NUMERO D'ETUDE : 5.06.105 W:\PRODUCTION\PLU\506105_TAIN\DESSIN\PLU_DOC-COMMUNE\506105_PLANRESEAU_V1.DWG DATE : Mai 2010





Mai 2010
Version 3



COMMUNE DE TAIN L'HERMITAGE (26)

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Table des matières

1.	OBJET DU DOSSIER	3
2.	RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES	4
3.	PRESENTATION DE LA COMMUNE	5
3.1.	MILIEU PHYSIQUE	5
3.2.	MILIEU NATUREL	6
4.	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	10
4.1.	ETAT DE L'EXISTANT	10
4.2.	NATURE DES SOLS ET APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME	10
4.3.	ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	11
5.	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	13
5.1.	GENERALITES	13
5.2.	LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT	13
5.3.	LA STATION D'EPURATION	14
5.4.	ORGANISATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	17
6.	ÉTAT DE L'ASSAINISSEMENT PLUVIAL	18
6.1.	DONNÉES GÉNÉRALES	18
6.2.	AMÉNAGEMENTS PROPOSÉS	18
7.	SYNTHESE DES TRAVAUX PROPOSES	21
7.1.	TRAVAUX EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET PLUVIAL	21
8.	LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF	22
9.	AIDES ACTUELLES ET MONTANTS RESTANTS A CHARGE	23
10.	REPOSABILITE DU MAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'HYGIENNE DANS LA COMMUNE	24
11.	ANNEXES	25
11.1.	PLAN DES RESEAUX D'EAUX USEES	25
11.2.	CARTE DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF	25

1. OBJET DU DOSSIER

L'objet du dossier est de présenter le zonage d'assainissement de La Commune de TAIN L'HERMITAGE dans le département de la Drôme.

Ce document sera soumis à l'enquête publique en même temps que le projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la Commune.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans le cadre de la réglementation actuelle, et notamment la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, qui confère aux collectivités locales des responsabilités accrues en matière d'assainissement. Elle renforce, en particulier, l'intervention des Collectivités territoriales en élargissant leurs compétences.

Le document a pour objectifs principaux :

- **Le zonage d'assainissement du territoire communal, au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau, compatible avec le Plan Local d'Urbanisme,**
- **La mise à jour des travaux à venir.**

Ce rapport final présente les solutions d'assainissement retenues par les élus.

2. RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES

Rappel :

L'assainissement « non collectif » (ou assainissement « autonome ») : il s'applique aux systèmes destinés à traiter les eaux usées domestiques sans recourir à un réseau public de collecte. Ainsi, certains assainissements « regroupés » seront dits « non collectifs » dès lors qu'ils restent exclusivement en domaine privé.

L'assainissement « collectif » : il concerne les systèmes de collecte et de traitement qui desservent les habitations raccordées à un réseau public d'assainissement. Cette notion inclut les systèmes dits « regroupés » dérivés des systèmes d'assainissement « autonome », ou encore « non collectif », dès lors que ces systèmes « regroupés » sont, au moins pour une partie, mis en place sur le domaine public et gérés par une collectivité.

(Arrêté du 6 mai 1996, paru au JO du 8 juin 1996)

Pour répondre à l'assainissement d'une zone d'habitat, deux orientations techniques sont envisageables :

■ **Première orientation technique : l'assainissement non collectif**

Cette option prévoit la collecte, le traitement, et la dispersion des eaux usées à l'échelle parcellaire.

Elle s'adapte à un tissu d'habitat diffus à moyennement dense. L'examen de la carte pédologique permet la définition des filières, celui de l'examen parcellaire, la difficulté des travaux d'installation.

■ **Deuxième orientation technique : l'assainissement collectif**

L'ensemble des habitations est raccordé à un réseau unique de collecte dirigé vers un site unique de traitement. Elle s'adapte bien au contexte d'habitat dense.

Cependant les hameaux trop éloignés sont traités par une solution collective s'apparentant à un système non collectif surdimensionné, afin d'éviter toute aberration financière.

3. PRESENTATION DE LA COMMUNE

3.1. MILIEU PHYSIQUE

3.1.1. Situation géographique

Le territoire de la commune de Tain l'Hermitage, se situe dans la Vallée du Rhône sur la rive gauche du fleuve au pied des Coteaux de l'Hermitage à 18 kilomètres au nord de Valence et à 14 km au sud de Saint-Vallier.

3.1.2. Territoire communal

La commune est traversée dans le sens Nord Sud par :

- La Route Nationale 7,
 - La ligne SNCF PARIS-VINTIMILLE,
- et desservie par l'autoroute A7.

La commune est limitrophe avec les communes suivantes :

- Crozes Hermitage au Nord,
- Chanos-Curzon au Sud,
- Saint-Jean-de-Muzols et Tournon-sur-Rhône à l'Ouest de l'autre côté du Rhône,
- Mercurol à l'Est.

3.1.3. Démographie et urbanisme

Population :

La population de TAIN L'HERMITAGE, après avoir diminuée de 1975 à 1990, semble avoir inversé la tendance. L'augmentation annuelle moyenne de population entre 1990 et 1999 s'est établie à un peu plus de 1%, tendance conservée entre 1999 et 2006.

	1968	1975	1982	1990	1999	2006
Population	5 377	5 563	5 387	5 003	5 502	5 764

En 2006, 2808 logements sont recensés sur le territoire communal, avec 2 555 (91%) de résidences principales et 64 (2.3%) de résidences secondaires.

La taille moyenne des ménages est en augmentation: 2,1 en 1999 contre 2.3 en 2006.

Capacités d'accueil :

La capacité d'accueil de la Commune de TAIN L'HERMITAGE est estimée à 191 chambres d'hôtel et 964 places de restaurant.

COMMUNE DE TAIN L'HERMITAGE
Zonage d'assainissement
Dossier d'enquête publique

	Chambres	Places
Hôtel restaurants		
Pavillon de l'Hermitage	45	140
Jean Marc Reynaud	13	80
Les 2 coteaux	22	
La Gare	11	64
Restaurants		
L'hermitage		80
La Grappe d'or		115
Rive gauche		70
Le Terminus		50
Vivaraïs		50
Pizzeria la Cigale		85
La récré		90
Snack bar du midi		60
Cafe de nice		30
Le Tainois		50
Camping		
Les lucs	100	
TOTAL	191	964

Source : Schéma Général d'Assainissement-BETURECEREC-2001

La capacité touristique est estimée autour de 190 EH.

Activité polluantes :

Les activités potentiellement polluantes sont raccordées au réseau d'assainissement collectif (Caves vinicoles et chocolaterie Valrhona).

3.1.4. Perspectives urbanistiques

Le Plan d'Occupation des Sols a été approuvé en 1983. Il a fait état de plusieurs révisions dont la dernière en juillet 1991. Une révision simplifier a été réalisée en novembre 2007.

La commune est en cours d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme qui remplacera son P.O.S.

3.1.5. Analyse du rôle de l'eau

Le nombre d'abonnés à l'eau potable était de 2733 en 2008 pour 2588 abonnés assainissement soit un taux de raccordement à l'assainissement collectif de 95 %.

3.2. MILIEU NATUREL

3.2.1. La géologie

La commune de Tain l'Hermitage peut être séparée en deux parties :

- la partie Sud recouverte d'alluvions et de colluvions issus du fleuve Rhône et des ruisseaux de la Torras et de la Bouterne,
- la partie Nord représentée par les coteaux est constitué de granites.

3.2.2. L'hydrogéologie

C'est l'étude et le recensement des eaux souterraines : nappe phréatique, puits, captages d'adduction d'eau potable.

D'après le livret explicatif du BRGM, « le long du Rhône et dans les alluvions des terrasses quaternaires, notamment les plus basses, circulent d'importantes nappes aquifères. Leur substratum est généralement la molasse sableuse, relativement perméable et les argiles pliocènes pratiquement imperméables. »

Sur le territoire communal, on recense deux captages d'eau potable.

Le puits des Verts Près est situé en bordure du ruisseau de la Torras à proximité du lycée hôtelier. La deuxième ressource en eau potable est une alimentation du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Veauce.

3.2.3. La topographie

La commune a une topographie relativement accidentée, avec des pentes parfois très importante au nord. La partie plaine alluviale du Rhône est quant à elle peu pentue.

3.2.4. L'hydrographie

3.2.4.1. Description

Le territoire communal de Tain l'Hermitage est traversé par une multitude de petits ruisseaux et ravins, assurant le drainage des monts avoisinants parcourant le territoire communal :

- Ruisseau de La Bouterne,
- Ruisseau de La Torras,
- Ravin des Beaumes,
- Ravin de Greffieux,

L'ensemble de ces petits ruisseaux a comme exutoire final, le Rhône situé en bordure communale.

3.2.4.2. Qualité et Débit d'étiage

La grille de classification de l'eau permet d'apprécier la qualité des eaux de rivières à partir de mesures des paramètres physico-chimique selon 5 niveaux :

- Qualité 1A : eau d'excellente qualité, tous les usages sont possibles,
- Qualité 1B : eau de bonne qualité,
- Qualité 2 : eau de qualité passable. La baignade est déconseillée. Les poissons ne se reproduisent pas normalement,
- Qualité 3 : eau polluée. La baignade est interdite et la survie des poissons est aléatoire,
- Qualité hors classe : eau très polluée, inapte à tout usage.

Le rejet s'effectuera dans le même milieu naturel récepteur qu'actuellement, le ruisseau LA BOUTERNE.

L'objectif de qualité de La Bouterne est 1B à l'aval de Chantemerle-les-Blès et 1AN1 en tête de bassin versant (source contrat de rivière). Le QMNA minimum est de 50 l/s (source contrat de rivière).

Au niveau de son exutoire, le Rhône possède une qualité passable et l'objectif de qualité à atteindre est de 1b (qualité bonne des eaux) (sources Carte du Ministère de l'Environnement – 1993).

Le débit d'étiage (QMNA5), mesuré par l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée en aval de Tain l'Hermitage (à Valence), est de 560 m3/s.

3.2.4.3. Usages

Il n'y a pas d'activité de baignade référencée sur le Rhône.

3.2.5. Les zones protégées

Le territoire de la commune de TAIN L'HERMITAGE est situé à proximité de secteurs à enjeux environnementaux forts. Ainsi, on distingue :

- Une ZNIEFF terrestre de type 1 qui concernent un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes: n° 26020003 - Belvédère de Pierre-Aiguille.
- Trois ZNIEFF terrestre de type 2 qui réunissent des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes relations entre eux : n°0702 – Gorges du Doux, du Duzon et de la Daronne, n° 2601 – Ensemble fonctionnel formé par le moyen-Rhône et ses annexes fluviales et n°2602 – Ilot Granitique de Saint-Vallier-Tain l'Hermitage.

Tain l'Hermitage fait aussi partie du contrat rivière du Pays de l'Hermitage en place sur la Veaine et la Bouterne.

3.2.6. Les risques naturels

Le territoire communal est concerné par le risque d'inondation.

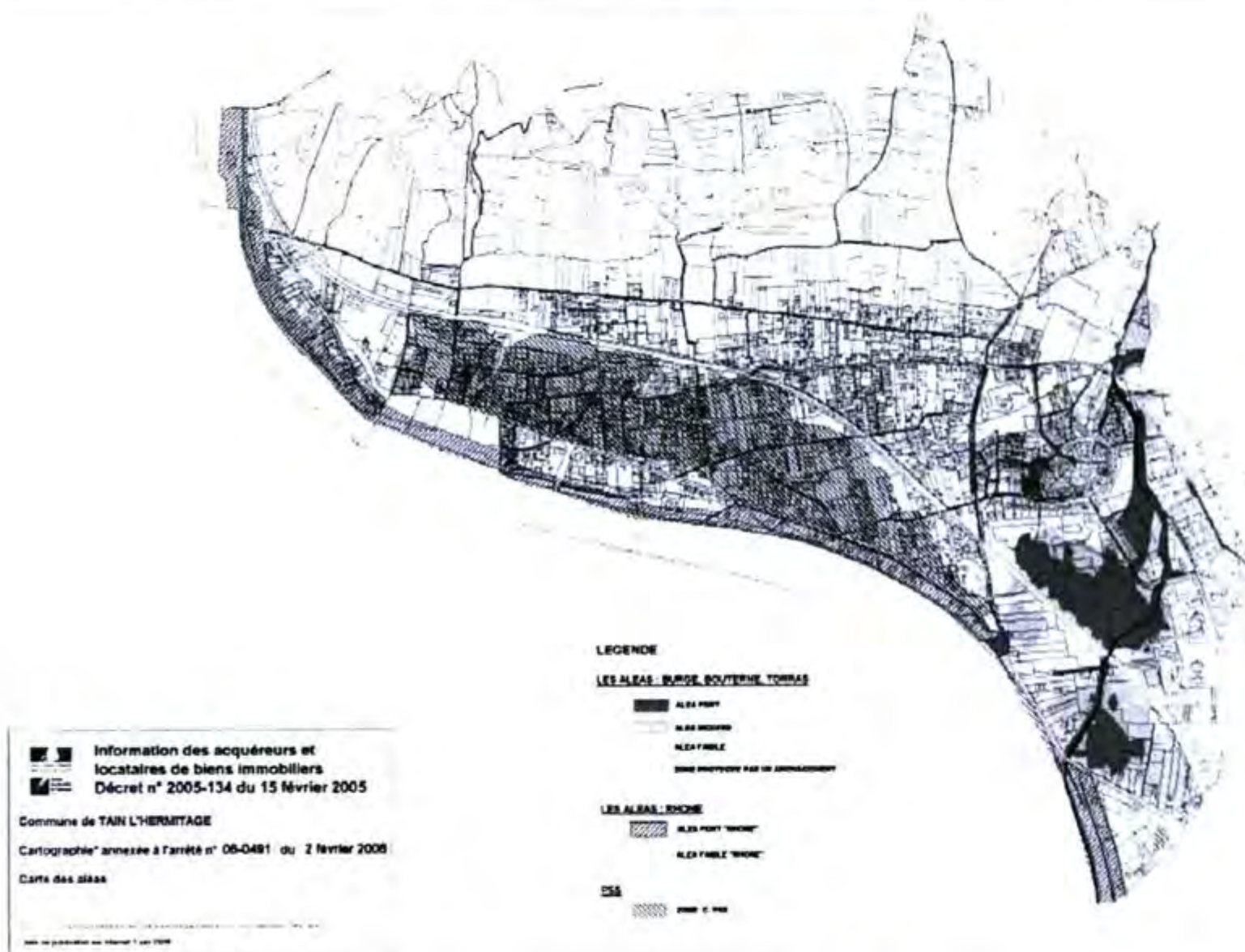
Tain l'Hermitage est soumise aux crues du Rhône, de La Bouterne, de la Burge et du Torras.

L'arrêté préfectoral du 2 février 2006 stipule que la commune de Tain l'Hermitage est située dans le périmètre d'un plan de prévention des risques d'inondation prescrit le 29 novembre 2002.

Le document de référence est le Plan des Surfaces Submersibles du Rhône (PSS), approuvé le 27 août 1981, valant Plan de Prévention des Risques d'Inondation.

Le PSS découpe la commune en trois zones en fonction de l'intensité de la crue.

COMMUNE DE TAIN L'HERMITAGE
 Zonage d'assainissement
 Dossier d'enquête publique



4. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.1. ETAT DE L'EXISTANT

Dans le cadre de l'étude du schéma d'assainissement, une fiche "Questionnaire", relative à l'habitat, le type d'assainissement, le fonctionnement et l'entretien de l'assainissement individuel a été transmise aux habitants de la commune concernés par l'assainissement individuel.

Sur **87 envois** effectués, **55 % de réponses ont été obtenues**, taux relativement moyen mais représentatif.

L'enquête auprès des particuliers a révélé que les assainissements autonomes posent quelques problèmes de fonctionnement aux usagers ; dans 95% des cas, ils jugent le fonctionnement de leur unité comme " satisfaisant ", mais 5% se plaignent de problèmes d'odeurs et de rejets visibles.

L'étude a par ailleurs mis en évidence :

- * un taux d'équipement en fosses septiques toutes eaux faible,
- * un manque d'équipement : on peut dire que pour **79 % des cas les effluents vont directement de la fosse dans un puits perdu ou un fossé**, ce qui est strictement interdit par la loi.

Au total, sur la Commune de TAIN L'HERMITAGE, en considérant qu'il y a 79 habitations non raccordées au réseau d'assainissement, on a :

- 67 fosses " toutes eaux " à installer,
- 62 systèmes d'infiltration à mettre en place, pour réhabiliter les systèmes d'assainissement autonomes.

L'étude a fait ressortir un certain nombre de dysfonctionnements du système d'assainissement. A noter principalement :

- ↳ Surcharge des réseaux d'assainissement par temps de pluie.
- ↳ Surcharge et dysfonctionnement de la station d'épuration en période de vendange et de vinification (caves raccordées au réseau).

4.2. NATURE DES SOLS ET APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME

4.2.1. Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome

Nous rappelons les principales caractéristiques exigées pour l'adoption d'un assainissement autonome classique (fosse septique toutes eaux + épandage souterrain sur sol en place) :

- épaisseur du sol : de 70 cm à 1 m,
- perméabilité : > à 6 mm/h,
- nappe phréatique : > 1,20 m,
- pente : < 10 %.

Si ces conditions ne sont pas respectées, il faudra prévoir des techniques d'assainissement plus « sophistiquées », et de ce fait plus coûteuses.

4.2.2. Aptitude des sols à l'assainissement autonome

L'étude des sols de la commune a été menée par des investigations de terrain essentiellement sur les zones en assainissement non collectif de la commune (Secteurs de Croix et Torras et Love et l'Ile) Cela a consisté à effectuer des sondages à l'aide d'une tarière, accompagnés le plus souvent par des tests de perméabilité (Porchet – niveau constant), ainsi que des fouilles réalisées à l'aide d'un tracto-pelle.

Les résultats des tests ont conclus à un sol peu perméable. Les solutions envisagées sont les suivantes :

Nature de la zone	CROIX ET TORRAS	LOVE ET L'ILE
Géologie	Alluvions fluviales des basses terrasses	Alluvions fluviales des lits majeurs
Pédologie	Les sols sont limoneux et peu perméables	Les sols sont limoneux et peu perméables
Topographie	Les pentes sont faibles	Quasi plane.
Hydrogéologie	Pas de nappe à faible profondeur.	Nappe dans les alluvions du Rhône – profondeur supérieure à 3m
Impact sur l'environnement	Faible car pas de points d'eau à proximité	Une mauvaise gestion de l'assainissement peut impliquer une pollution de la nappe phréatique.
Paramètres déclassants (SERP)	Le sol est peu perméable	Le sol est très peu perméable
Dispositifs d'assainissement conseillés	<p>Le caractère dispersé des habitations ne permet pas financièrement de mettre en place un assainissement semi-collectif (distance moyenne entre les habitations supérieures à 30 m).</p> <p>Aussi, le système proposé est de type autonome sur sol reconstitué : fosse toutes eaux 3000 l et filtre à sable non drainé de 35 m² (dimensionnement minimum pour une habitation comprenant 3 chambres. L'assainissement autonome est conseillé seulement dans le cas d'habitations diffuses.</p>	<p>Le système proposé est de type autonome sur sol reconstitué : fosse toutes eaux 3000 l et filtre à sable non drainé de 35 m² (dimensionnement minimum pour une habitation comprenant 3 chambres (voir suite du document)).</p>

4.3. ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La loi n° 92-3 du 03 janvier 1992 chapitre II (Assainissement et Distribution d'eau) signale de nouvelles dispositions, dont l'article L33 (étroffé ultérieurement par l'arrêté du 6 mai 1996) :

« Les Communes peuvent décider de prendre en charge l'entretien des installations d'assainissement non collectif et instituer une redevance pour la rémunération de ce service »

La Commune de TAIN L'HERMITAGE est membre de la Communauté de Communes du Pays de l'Hermitage.

Au sein du Pays de l'Hermitage, les communes ont transféré leur compétence « Assainissement non collectif » à l'échelle intercommunale. De ce fait, la communauté de communes Pays de l'Hermitage exerce de plein droit, en lieu et place des communes, cette compétence dans le cadre de sa politique de protection et de mise en valeur de l'environnement. Le Maire conserve toutefois son pouvoir de police.

La réglementation appliquée pour le SPANC en matière d'assainissement autonome est référencée au règlement d'assainissement.

Le rôle du SPANC, est d'associer les collectivités membres pour les aider à organiser et assurer les missions de service public qui leur sont confiées par la Loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 pour l'assainissement non collectif.

Plusieurs missions obligatoires sont confiées au SPANC :

- pour les dispositifs d'assainissement individuels neufs et réhabilités, assurer le contrôle de conception et d'implantation, suivi du contrôle de bonne exécution, afin de vérifier que la conception technique, - l'implantation des dispositifs d'assainissement et l'exécution des travaux sont conformes à la réglementation en vigueur,
- pour les dispositifs existants, effectuer un diagnostic des ouvrages et de leur fonctionnement. Il s'agit de constater les nuisances occasionnées au regard de la salubrité publique et de l'environnement,
- pour l'ensemble des dispositifs, assurer le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien.

5. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

5.1. GENERALITES

Le système d'assainissement de la Commune a fait l'objet d'une étude diagnostique en 2000-2001.

L'assainissement collectif est étendu et dessert pratiquement l'ensemble de la commune. Le réseau d'assainissement collectif rejoint une station d'épuration, située au droit de l'embouchure de la Bouterne sur le contre canal du Rhône.

L'entretien et l'exploitation du système d'assainissement sont assurés en affermage par la société SAUR.

5.2. LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT

5.2.1. Caractéristiques générales

Le réseau d'assainissement est unitaire à 55%. Il dessert la quasi-totalité des habitations. Seules 79 habitations ne sont pas raccordées au réseau d'assainissement (principalement zones de LOVE et L'ILE).

Type d'ouvrage	Nombre	Localisation
Poste de relèvement	1	Camping
Déversoirs d'orage	6	. 1 au rond point Avenue Jules Nady. . 1 Place du Port . 3 avant le poste de relèvement . 1 au niveau de l'antenne Mercuroi La surverse du poste de relevage
Réseau unitaire*	17 269 ml	
Réseau séparatif*	14 404 ml	
Réseau eaux pluviales*	11 566 ml	

* données plan informatique mai 2010

5.2.2. État du réseau d'assainissement

Au regard des résultats obtenus dans le cadre de l'étude de schéma d'assainissement, la Commune a souhaité engager une étude approfondie des dysfonctionnements du réseau d'assainissement collectif.

Cette mission a été confiée à BETURE-CEREC (aujourd'hui PÖYRY Environment) et a été réalisée en 2000 – 2001.

En parallèle avec ces mesures, des investigations ont été menées par le bureau d'études FRCARA sur les 3 caves vinicoles raccordées au réseau d'assainissement.

Les résultats des mesures ont permis les constats suivants :

	Pourcentage (par rapport/EU totales)	Volume m ³ /j
Eaux usées totales	100 %	1 088 m ³ /j
Eaux usées strictes	74.5 %	809 m ³ /j
Eaux claires parasites Temps sec	25.5 %	279 m ³ /j

La proposition d'eaux claires parasites de temps sec, bien que notable, reste dans des proportions compatibles avec les ouvrages de traitement.

Par ailleurs, les activités industrielles des caves vinicoles et de l'Usine VALRHONA interviennent pour une part importante des eaux transitant par le réseau la nuit. Les apports d'eaux claires parasites de temps sec sont donc minimes.

Plusieurs nuits de recherche nocturnes et une série d'inspections caméra ont été réalisées. Une grande partie des défauts enregistrés ont pu être localisés.

Compte tenu des quantités faibles d'apports parasites de temps sec, il n'est pas apparu nécessaire d'établir un programme de travaux.

Les mesures en continu, réalisées en septembre 2000 ont faire apparaître une surface active de 22.4 ha.

En complément, il a été décidé d'engager une campagne de tests à la fumée.

Ces investigations on été ciblée sur le tronçon de réseaux séparatifs situé entre la sortie de l'autoroute A7 et la station d'épuration (via l'établissement hospitalier LA TEPPE).

Les autres secteurs n'ont pas été inspectés du fait de la prédominance des tronçons unitaires.

Les principaux constats effectués sont :

- 4 grilles publiques de la RN 7 raccordées.
- 2 collecteurs pluviaux provenant de la RN 95 raccordés,
- 1 collecteur drainant les parcelles N° 943, 945 et 981 raccordé.
- 1 grille privée raccordée.
- 1 partie des eaux de ruissellement de voirie et des toitures de l'établissement LA TEPPE raccordés.

5.3. LA STATION D'EPURATION

La station d'épuration est de type **lit bactérien forte charge** de capacité **19 500 EH** (3050 m³/j) et est située le long de la RN 7.

COMMUNE DE TAIN L'HERMITAGE

Zonage d'assainissement

Dossier d'enquête publique

Tain l'Hermitage

Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer

Description de la station

Nom de la station : Tain l'Hermitage
 Code de la station : 060926347001
 Département : 26
 Date de mise en service : 01/01/1990
 Service instructeur : SN Rhône Saône
 Maître d'ouvrage : Ville de Tain l'Hermitage
 Exploitant : S.A.U.R.
 Commune d'implantation : TAIN-L'HERMITAGE

+ Industriels raccordés :

Capacité nominale : 19500 EH
 Débit de référence : 3050 m3/j
 Autosurveillance validée : Oui
 Traitements requis : traitement plus rigoureux
 Traitement existant : traitement plus rigoureux

- Les filières de traitement :

déshydratation mécanique
 autre procédé
 boues activées - aération prolongée
 lit bactérien - forte charge

Agglomération d'assainissement

Code de l'agglomération : 060000126347
 Nom de l'agglomération : TAIN L'HERMITAGE
 Commune principale : TAIN-L'HERMITAGE
 Taille de l'agglomération : 16300 EH
 Somme des charges entrantes : 16300 EH
 Somme des capacités nominales : 19500 EH

- Liste des communes de l'agglomération :

MERCUROL
 TAIN-L'HERMITAGE

Chiffres clefs en 2008

Charge maximale en entrée : 16300 EH
 Charge maximale en entrée : 978 KgDBO5/j
 Débit entrant : 2146 m3/j
 Production de boues : 94.1 tMS/an

Destinations des boues en 2008 (en tonnes de
 matières sèches par an) :



Compostage

Source : MEEDDM - BDERU
 Fiche générée le : 23/04/2010

[Voir la fiche SANDRE de la STEP](#)

Milieu récepteur

Type : eau douce
 Nom : Rhône
 Nom du bassin versant : RMC

Zone Sensible : Hors zone sensible
 Date de l'arrêté : Sans objet
 Critère de sensibilité : Sans objet

[Voir le point de rejet \(Double-cliquer sur le point
 pour l'effacer\)](#)

Respect de la réglementation

Conforme en équipement au 31/12/2009 : Oui
 Date de mise en conformité : 19/04/1990
 Abattement DBO5 atteint : Oui
 Abattement DCO atteint : Oui
 Abattement Ngl atteint : Sans objet
 Abattement Pt atteint : Sans objet
 Conforme en performance en 2008 : Oui

Réseau de collecte conforme : Oui
 Date de mise en conformité : 19/04/1990

[précédent](#) | [suivant](#) | [accueil](#)

Source : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer

COMMUNE DE TAIN L'HERMITAGE
 Zonage d'assainissement
 Dossier d'enquête publique

Fiche générée le : 12/03/2010
 Contact :



à Système de Traitement des Eaux Usées Tain l'Hermitage - 060926347001

> Localisation

Nom : Tain l'Hermitage
 Code : 060926347001
 Coordonnées X,Y : 798859 m - 2009796 m - Lambert II Etendu
 Département : DROME (26)
 Commune d'implantation : Tain-l'Hermitage (26347)

> Description détaillée

Date de mise en service : 1990-01-01
 Date de mise hors service : -
 Service instructeur : SN Rhône Saône
 Exploitant : S.A.U.R.
 Maître d'ouvrage : Ville de Tain l'Hermitage
 Agglomération d'assainissement : TAIN L'HERMITAGE [060000126347]
 Type de réseau : unitaire
 Filière(s) :
 boues activées - aération prolongée - Filière eau
 lit bactérien - forte charge - Filière eau
 deshydratation mécanique - Filière boues
 autre procédé - Filière boues
 Capacité constructeur : 19300 EH
 débit nominal : 3050 m3/j
 Autosurveillance validée : Oui
 Niveau de traitement : traitement plus rigoureux
 Milieu récepteur : Rhône (au point x=798817 m, y=2009781 m - Lambert II Etendu)

<http://www.sandre.eaufrance.fr/REF/STEP/060926347001>

Fiche SANDRE de la station d'épuration

5.4. ORGANISATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La Commune prend en charge toutes les dépenses sur les ouvrages d'assainissement collectif sous domaine public et privé (servitude de passage) en termes d'investissement et d'entretien.

La réglementation appliquée en matière d'assainissement collectif est référencée au règlement d'assainissement.

6. ÉTAT DE L'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

Une étude spécifique, complétant les mesures réalisées dans le cadre du diagnostic de réseau, a été menée dans l'optique d'établir un programme de travaux visant à mettre en conformité les installations d'assainissement pluvial.

Il est à noter que l'étude a été engagée après d'importants problèmes d'inondation survenus en 1999, principalement au sud de la Commune, aux abords de la ZA des Grands Crus.

6.1. DONNÉES GÉNÉRALES

La Commune de TAIN L'HERMITAGE est située à une quinzaine de kilomètres au Nord de VALENCE.

Cette région est encore sous l'influence du Climat Méditerranéen, qui se caractérise par de fortes précipitations à l'automne et au printemps.

Par ailleurs, des contraintes de site importantes compliquent les dispositions d'évacuation des eaux pluviales : la majeure partie de la ville de TAIN L'HERMITAGE est confinée entre le Rhône à l'Ouest et les coteaux fortement pentus et plantés de vignes situés à l'Est.

Le réseau d'assainissement pluvial assure, non seulement les écoulements nécessaires aux espaces urbanisés, mais également le drainage des ruissellements provenant des coteaux.

En cas de fortes précipitations, les réseaux ne suffisent plus à assurer l'assainissement pluvial et la montée concomitante des eaux du Rhône peut encore aggraver la situation.

6.2. AMÉNAGEMENTS PROPOSÉS

L'étude diagnostique de 2001 a permis d'identifier 8 principaux secteurs touchés par des problèmes d'évacuation des eaux pluviales. Depuis certains travaux ont été effectués. Pour chacun de secteurs, le programme d'aménagement suivant a été proposé.

6.2.1. Lotissement Les Près

La zone concernée s'étend sur environ 20 hectares moyennement urbanisés. Un collecteur de Ø 1200 mm draine la zone urbanisée. Son exutoire est constitué par un fossé à ciel ouvert débouchant sur un terrain urbanisable de la ZA des Grands Crus.

Bien que le collecteur existant soit suffisamment dimensionné, l'exutoire ne peut être maintenu en l'état, puisqu'il rend impropre à la construction les terrains sur lequel il débouche.

La solution envisagée consiste à prolonger le collecteur existant en contournant la ZA des Grands Crus, soit le vers le ruisseau de Torras, soit afin de limiter les apports sur le Torras, vers le drain CNR d'accompagnement des digues du Rhône.

Par ailleurs, afin d'éviter à terme l'engorgement du collecteur projeté, le règlement de la Zone Industrielle devra intégrer la nécessité pour les bâtiments à venir d'un stockage sur site des eaux provenant des bâtiments et voiries.

6.2.2. ZA des Lots

La zone concernée s'étend sur 16 hectares fortement imperméabilisés. Elle se situe en point bas, ce qui explique en partie les problèmes conséquents rencontrés en 1999.

Actuellement, l'évacuation des eaux pluviales est assurée par un collecteur de \varnothing 800 mm trouvant son exutoire dans la Bouterne.

Cet ouvrage est de capacité insuffisante au regard des surfaces concernées. Son altimétrie est nettement en dessous des côtes les plus hautes eaux de la Bouterne et le positionnement de la conduite perpendiculaire au ruisseau crée des contres-courants.

La solution proposée consiste :

- à déplacer le rejet du \varnothing 800 mm à environ 120 m à l'aval de son raccordement actuel sur la Bouterne en maintenant un niveau de rejet de 123.60 m NGF.
- à créer une conduite d'évacuation complémentaire. Afin de limiter au maximum les apports sur la Bouterne, dans le secteur de la ZA des lots, le rejet sera déporté aussi loin que possible, vers l'embouchure de la Bouterne sur le contre canal du Rhône.

Par ailleurs, afin d'éviter la concentration des apports pluviaux, les industries ou autres bâtis, devront s'équiper autant que faire se peut de bassins de temporisation des eaux de pluies avant rejet dans le réseau collectif.

6.2.3. La Moutonne (Chemin des Dionnières)

La zone s'étend sur 5 hectares moyennement imperméabilisés. Elle se situe à la base immédiate de coteaux utilisés pour la viticulture. La partie plane est occupée principalement par des zones d'habitat pavillonnaire.

Actuellement, les eaux pluviales sont collectées par un réseau unitaire de \varnothing 400 mm.

Le débit maximum admissible par cet ouvrage est de l'ordre de 0,11 m³/s pour un apport décennal calculé à 0,44 m³/s.

L'orientation prise consiste à retenir les eaux par une capacité de type bassin de stockage ou une batterie de puits d'infiltration.

6.2.4. La Pierrelle

La zone concernée s'étend sur 11 hectares moyennement imperméabilisés situés dans les coteaux plantés de vignes.

Les pentes sont relativement fortes (8,8% en moyenne).

Actuellement, les eaux pluviales sont collectées par l'intermédiaire d'une canalisation de \varnothing 600 mm raccordée à un dessableur. Les installations s'avèrent insuffisantes et s'engorgent par temps de pluie.

Deux solutions ont été envisagées :

- Création d'un bassin (ou d'une capacité) de 1850 m³. Cet ouvrage, d'une surface de 1200 m² environ, devrait être situé dans des terrains plantés en AOC Hermitage ce qui le rend irréalisable.

- Stockage partiel et infiltration via 10 puits, ajout en parallèle d'un dessableur et d'une canalisation de Ø 400 mm, raccordé à l'aval sur le réseau existant.

6.2.5. Chemin des Levées

Il s'agit ici d'améliorer le fonctionnement de réseaux existants au niveau du passage inférieur situé sur le chemin des Levées. Les travaux nécessaires ont fait l'objet d'une étude spécifique menée par les Services de la DDE de la Drôme.

6.2.6. Collecteur Ovoïde – RN7 / Avenue Jean Jaurès

L'ouvrage a été visité dans le cadre de l'étude diagnostique. Le radier, en état général moyen, nécessiterait une reprise, afin d'assurer la pérennité du fonctionnement.

6.2.7. Réseaux EP RN7

Les travaux sur le réseau d'eaux pluviales existant seront à envisager lors d'aménagements projetés pour le recalibrage de la RN7 (dysconnexion de grilles et avaloirs, création de regards de visite pour l'accès au réseau,...).

6.2.8. Collecteur Rue Félicien Michel

Les travaux consistent au prolongement de la conduite d'eaux pluviales de la rue FELICIEN MICHEL et au raccordement au drain d'accompagnement des digues du Rhône.

Cette conduite est actuellement raccordée sur le réseau d'assainissement unitaire. Les travaux proposés permettront de limiter les apports d'eaux pluviales sur le réseau d'assainissement.

7. SYNTHÈSE DES TRAVAUX PROPOSÉS

Le programme de travaux visant à améliorer le fonctionnement du système d'assainissement des eaux usées et pluviales de la commune de TAIN L'HERMITAGE a été établi en 2001. Au regard des travaux effectués depuis, certains éléments du programme de travaux proposés en 2001 restent à l'ordre du jour et d'autres ont été réalisés.

7.1. TRAVAUX EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET PLUVIAL

7.1.1. Élimination des eaux parasites de temps sec

Compte tenu des quantités faibles d'apports parasites de temps sec, il n'est pas apparu nécessaire d'établir un programme de travaux.

7.1.2. Amélioration des écoulements d'origine pluviale

Les montants ci-dessous sont donnés en valeur 2001.

Désignation	Type de travaux ⁽¹⁾	Montant (€ HT)	Enjeux	Etat des travaux
A – SECTEUR LES PRES	3	296 000	Limiter les inondations	Réalisé en 2000-2001
B – ZA DES LOTS	1 et 2	270 000	Mise en séparatif et limitation apports eaux pluviales	Réalisé en 2004
C – LA MOUTONNE (ch. des Dionnières)	1 et 2 2 et 3	162 000 157 000	Mise en séparatif Limiter les inondations	Réalisé en 2005-2007
D – LA PIERRELLE	3	168 000	Limiter les inondations	
E – CHEMIN DES LEVEES	1 et 2	634 000	Mise en séparatif Limiter les apports d'eaux pluviales	Prévu en 2010-2011
F – OVOIDE RN 7 – AVENUE JEAN JAURES	4	69 000	Pérenniser les ouvrages	
G – RESEAU EP – RN7	2	100 000	Mise en séparatif Limiter les apports d'eaux pluviales.	Réalisé en 2003
H – RUE FELICIEN MICHEL	2 et 4	18 000	Limiter les apports d'eaux pluviales	Réalisé en 2003
TOTAL		1 874 000		
Reste à réaliser		871 000		

(¹)

- 1 – création d'un réseau de collecte
- 2 – séparation des eaux pluviales et des eaux usées
- 3 – protection contre les inondations
- 4 – réhabilitation de l'existant

8. LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

L'obligation de zonage d'assainissement est apparue avec la Loi sur l'eau du 3 janvier, demandant aux Communes de délimiter après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte, le stockage, et le traitement des eaux usées,
- les zones d'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues d'assurer le contrôle des filières autonomes et, si elles le décident, leur entretien.

Le zonage doit conduire à la délimitation des zones où l'assainissement collectif est techniquement et financièrement envisageable, et où l'assainissement non collectif est difficile voir impossible en fonction des contraintes d'habitat et de sol.

Les limites du Zonage d'Assainissement sont proposées à partir des documents d'urbanisme. Elles dépendent des diagnostics réalisés sur l'existant, que ce soit en terme d'assainissement collectif que non collectif, et de l'ensemble des contraintes locales d'habitat.

Le Conseil municipal de la Commune a donné un avis sur la cartographie de zonage d'assainissement et a décidé :

- Assainissement collectif existant (en bleu),
- Assainissement non collectif avec étude au cas par cas (en blanc),
- Assainissement non collectif possible avec filière adaptée (en orange).

Nous rappelons que la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif et non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.

La délimitation de ces zones permet de répartir les habitants de la Commune entre usagers de l'assainissement collectif et usagers de l'assainissement non collectif. La mise en place du contrôle de l'assainissement non collectif, s'en trouve ainsi facilitée. L'arrêté du 6 mai 1996 précise les modalités de ce contrôle.

Le choix retenu découle d'une analyse intégrant plusieurs critères, le plus important est d'ordre environnemental.

9. AIDES ACTUELLES ET MONTANTS RESTANTS A CHARGE

A ce jour, les aides publiques portent principalement sur le transport et le traitement des eaux usées.

Le transport concerne les ouvrages depuis le dernier branchement de collecte jusqu'au site de traitement. La collecte n'est prise en charge que par les dotations de l'état, et se limite à la collecte publique, excluant tous travaux de raccordement chez le particulier.

Le montant total des subventions accordées aux Maîtres d'ouvrages publics ne doit pas, selon la loi, excéder 80 %.

Dans le cas de Tain l'Hermitage, le programme des travaux concernent la gestion des eaux pluviales. Aucune aide publique spécifique n'existe. La commune devra financer la totalité des travaux restants à réaliser.

10. REponsabilite DU MAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'HYGIENNE DANS LA COMMUNE

L'article L.2212-1 et -2 du code Général des collectivités territoriales fait obligation au Maire, au titre de la Police Municipale, d'intervenir quand le mauvais fonctionnement d'un équipement sanitaire, public ou privé compromet la salubrité publique.

Le rôle du Maire est de :

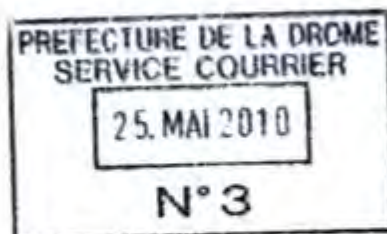
- Assurer l'entretien et le contrôle de la conformité des branchements au réseau de collecte,
- Délivrer des autorisations pour les rejets (convention), dans les égouts communaux, autres que domestiques (des prétraitements peuvent être exigés),
- Mettre en place un règlement d'assainissement communal,
- Signaler les rejets importants dans les cours d'eau à l'Administration (M.I.S.E),
- Assurer le contrôle technique des installations d'assainissement non collectif.

Le Maire a la possibilité de déléguer sa maîtrise d'ouvrage et ses compétences en assainissement Maire.

11. ANNEXES

11.1. PLAN DES RESEAUX D'EAUX USEES

11.2. CARTE DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF



SARL Assainissement Eau Environnement
Le Village
26380 PEYRINS
Tél/fax : 04 27 43 90 45

MAIRIE DE TAIN L'HERMITAGE

Révision du Plan Local d'Urbanisme

TAIN L'HERMITAGE (26)

**ETUDE D'APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT
AUTONOME**

Dossier N° 08-B043

Juin 2008

Destinataire : Monsieur le Maire de Tain l'Hermitage

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
OBJET	3
ETATS DES LIEUX, RECONNAISSANCES DU SITE	4
1. Situation	4
2. Topographie, occupation des sols	4
3. Fonctionnement hydraulique du secteur, réseaux	4
4. Enquêtes administratives	5
5. Géologie	6
6. Hydrogéologie	7
RECOMMANDATIONS POUR L'ASSAINISSEMENT AUTONOME	8
1. Aptitude des sols à l'assainissement autonome	8
2. Description et dimensionnement des filières	8
ANNEXES	

OBJET

En vue de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de TAIN L'HERMITAGE (26), la Mairie de TAIN L'HERMITAGE nous a missionné pour l'étude de la faisabilité de l'assainissement autonome du quartier de l'Homme.

Notre mission est la suivante :

- ❑ reconnaissance du site et analyse du fonctionnement hydraulique du site ;
- ❑ évaluation, à partir des résultats de la reconnaissance, de l'aptitude du site à recevoir et évacuer les eaux usées des futures constructions ;
- ❑ pré dimensionnement du dispositif type d'assainissement autonome en fonction des contraintes rencontrées.

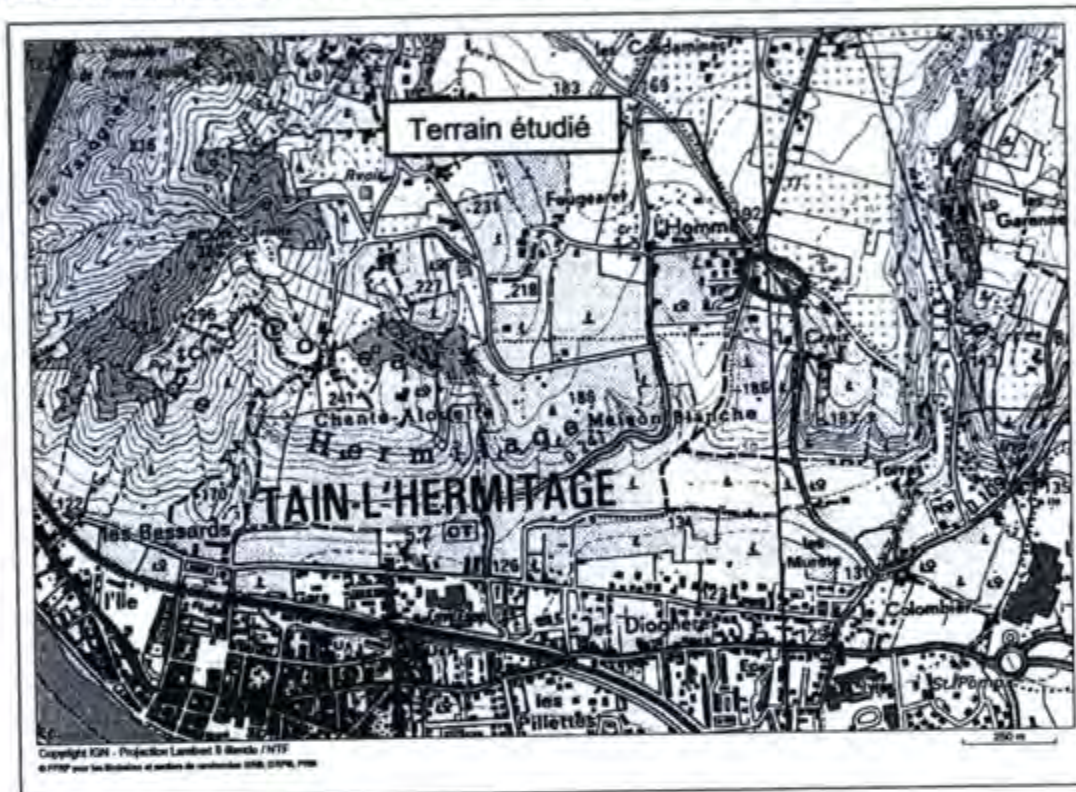
Cette étude n'a pas pour objet le contrôle technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages ainsi que le dimensionnement définitif de l'installation qui relèvent d'une mission de Maîtrise d'Oeuvre non incluse dans la présente prestation.

Cette étude ne remplace pas le contrôle technique exercé par les communes.

ETATS DES LIEUX, RECONNAISSANCES DU SITE

1. Situation

Le secteur étudié est situé sur la commune de TAIN L'HERMITAGE (26) au lieu-dit « l'Homme » sur les parcelles n° 205, 209, 379, 436 et 438 section B d'une surface de 8 000 m² environ.



D'après Carte IGN au 1/25 000

2. Topographie, occupation des sols

Les parcelles 209 et 379 sont occupées par une pelouse et les parcelles 205, 436 et 438 sont occupées par une plantation d'abricotiers. Ces terrains ont une faible pente de 2 à 3 % vers le Sud. Les parcelles n° 205, 209 et 438 sont limitées au Nord-Ouest par un talus de 2 m de hauteur environ en contre bas.

La cote altimétrique moyenne est d'environ 190 m N.G.F (d'après la carte IGN, au 1/25 000).

3. Fonctionnement hydraulique du secteur, réseaux

Il n'existe pas de réseau de collecte des eaux usées et pluviales dans ce secteur de la commune, ni de cours d'eau.

4. Enquêtes administratives



Vue des parcelles 209 et 438 vers le Sud

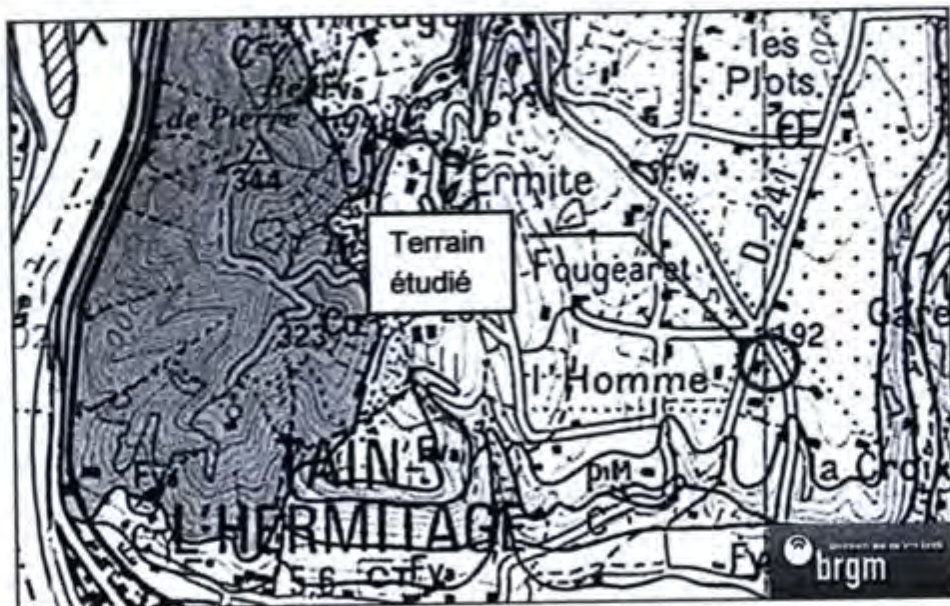


Vue de la parcelle 379 vers le Sud-Ouest

D'après nos observations, aucun captage d'alimentation en eau potable ne se trouve à moins de 35 m du terrain étudié.

Il appartient au Maître d'Ouvrage de se renseigner sur la situation du projet par rapport au Plan de Prévention des Risques, carte des aléas, périmètres de protection des captages AEP.

5. Géologie



Carte géologique

D'après la carte géologique de Tournon au 1/50 000^{ème}, la visite du site et les études réalisées à proximité, le terrain se trouve sur un terrain sédimentaire loessique (CE : loess calcaires non différenciés).

D'après les reconnaissances au tracto-pelle, les coupes de puits sont les suivantes :

Puits N°		Coupe des puits de reconnaissances			
		P1	P2	P3	P4
Couche n°	Faciès géologiques	Profondeur (m/TN), de la base de chaque faciès géologique reconnu le 11/06/08			
TV	Terre végétale limoneuse brune	0,4	0,4	0,4	0,4
1	Limon sablo-argileux marron / rouge	1,2	1,2	Plus sableux 0,9	1,2
2	Limon sableux fin beige	> 3,5	> 2,6	> 2,5	> 2,8
	Eaux souterraines (VE = venue d'eau)	Aucune venue d'eau observée			

Cinq sondages à la tarière ont également été réalisés entre 0,6 et 0,8 m/TN dans le faciès de limon sablo-argileux.

L'implantation des sondages est reportée en annexe.

6. Hydrogéologie

6.1. Essais de perméabilité

Méthodologie des essais :

Le coefficient K de perméabilité (en m/s ou mm/h) est déterminé en injectant un volume d'eau dans une excavation calibrée et préalablement saturée. Le volume d'eau infiltré est mesuré précisément pendant le temps déterminé de percolation. Le calcul de la perméabilité est fonction du volume d'eau injecté et de la surface développée d'infiltration.

- ❑ **Essai PORCHET (Circulaire n°97-49 du 22 Mai 1997) :** La mesure se fait à niveau d'eau constant dans une petite excavation et à faible profondeur.

Nous rappelons qu'il s'agit d'essais ponctuels mesurant la perméabilité en petit.

Résultats des essais :

Les essais d'eau effectués (après une saturation préalable) permettent d'estimer la perméabilité du faciès ci-dessous :

Faciès N°	Sondage n°	Description	Essais correspondants	Profondeur (en m)	Coefficient de perméabilité k
1	P2	Limon sablo-argileux	PORCHET	1,3	80 mm/h
1	P3	Limon sableux	PORCHET	0,6	68 mm/h
1	T5	Limon sablo-argileux	PORCHET	0,6	45 mm/h
1	T6	Limon sablo-argileux	PORCHET	0,6	28 mm/h
1	T7	Limon sablo-argileux	PORCHET	0,6	42 mm/h
1	T8	Limon sablo-argileux	PORCHET	0,8	108 mm/h
1	T9	Limon sablo-argileux	PORCHET	0,6	16 mm/h

Les résultats témoignent d'un degré de perméabilité satisfaisant. Seule la mesure en T9 est relativement faible.

6.2. Piézométrie

Aucune venue d'eau n'a été observée le 11 juin 2008 dans les sondages.

Compte tenu du contexte géologique, des venues d'eau plus importantes peuvent exister lors de fortes précipitations ou de fonte des neiges.

RECOMMANDATIONS POUR L'ASSAINISSEMENT AUTONOME

1. Aptitude des sols à l'assainissement autonome

De part la nature du terrain, les conditions de réalisation d'un assainissement autonome apparaissent plutôt favorables, à savoir :

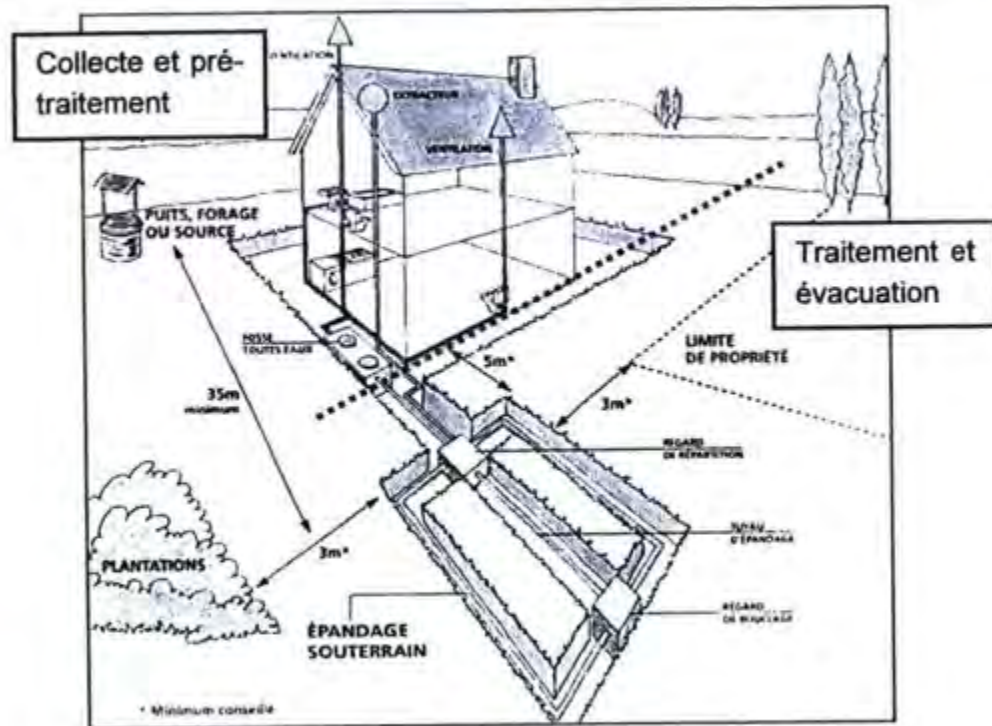
- La surface disponible suffisante (1000 m² par lot) pour l'implantation du système d'assainissement,
- La faible pente du terrain,
- L'absence de captage à moins de 35 m,
- L'absence de nappe à moins de 3,5 m,
- La bonne perméabilité du terrain (k entre 16 et 108 mm/h).

Les terrains étudiés sont donc favorables à la réalisation de **système de tranchées d'infiltration à faible profondeur** sous réserve de la validation par l'administration compétente. Les filières proposées devront être dimensionnées et adaptées aux contraintes topographiques et aux projets définitivement retenus par application du D.T.U. 64.1 (mars 2007).

2. Description et dimensionnement des filières

Une installation d'assainissement individuel comporte deux étapes dans le traitement des eaux usées. L'habitation comprendra donc :

- 1/ Un étage de pré-traitement.
- 2/ Un étage d'épuration et d'évacuation.



2.1. Prétraitement

La fosse septique toutes eaux reçoit l'ensemble des eaux usées (eaux vannes et eaux ménagères). Elle a un rôle de décantation (accumulation et rétention des matières solides et des déchets flottants) et un rôle biologique de liquéfaction par digestion anaérobie des matières polluantes concentrées dans les eaux usées (boues et graisses).

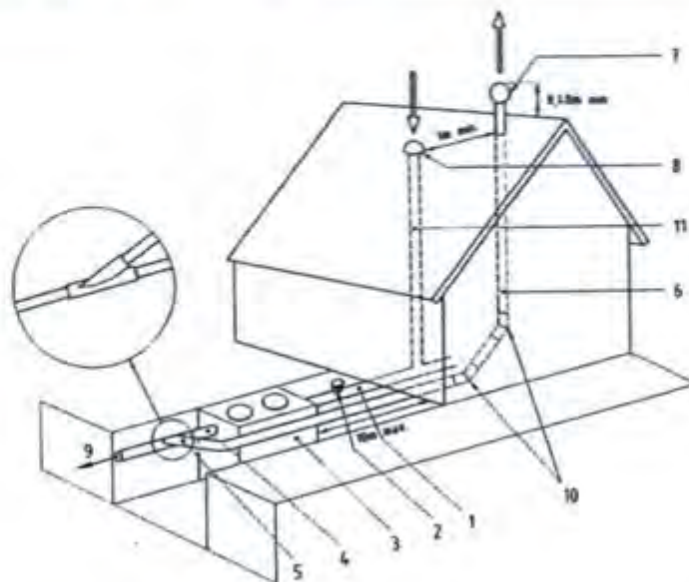
L'activité de la fosse septique génère des gaz qui doivent être évacués par une ventilation efficace.

Cette ventilation doit être constituée :

- d'une ventilation primaire : prise d'air à l'amont des ouvrages et à l'extérieur du bâtiment. L'entrée d'air peut être assurée par la canalisation de chute des eaux usées prolongée jusqu'à l'air libre.
- d'un extracteur de gaz assuré par un extracteur éolien ou statique placé au dessus du toit.

La fosse « toutes eaux » doit être installée le plus près possible de l'habitation, c'est-à-dire à moins de 10 m, et la conduite d'amenée des eaux usées aura une pente comprise entre 2 % et 4 %. Munie d'au moins un tampon de visite, elle devra rester accessible pour l'entretien. Elle devra être enterrée suffisamment afin d'éviter un risque de gel.

Lorsque la fosse « toutes eaux » est trop éloignée de l'habitation il peut lui être associé un **bac dégraisseur**, destiné à retenir les graisses et huiles contenues dans les eaux de cuisine. Ce bac dégraisseur doit être placé en sortie des eaux de cuisine à moins de 2 m de l'habitation et avant la fosse « toutes eaux ». En aucun cas les eaux vannes ne doivent transiter par ce bac. Son volume minimal est de 200 l pour les eaux de cuisine seules, et de 500 l pour les eaux ménagères.



Légende :

- 1 – Canalisation d'amenée des eaux usées domestiques (pente de 2 % min. à 4 % max.)
- 2 – Té ou boîte de branchement ou d'inspection
- 3 – Fosse septique (avec préfiltre intégré ou non intégré posé en aval de la fosse septique)
- 4 – Canalisation d'écoulement des eaux prétraitées (pente de 0,5 % min.)
- 5 – Piquage de ventilation haute réalisé à l'aide d'une culotte à 45° positionnée au-dessus du fil d'eau
- 6 – Tuyau d'extraction diamètre 100 mm min. sur toute sa longueur et sans contre-pente. Ventilation haute (passage possible à l'intérieur de l'habitation)
- 7 – Dispositif d'extraction à 0,40 m au dessus du faîtage (extracteur statique ou éolien)
- 8 – Dispositif d'entrée d'air (ventilation primaire) par chapeau de ventilation
- 9 – Evacuation des eaux usées prétraitées (vers dispositif de traitement)
- 10 – Succession de deux coudes à 45°
- 11 – Colonne de ventilation primaire raccordée à l'évacuation des eaux usées domestiques (wc, lavabo, baignoire, etc...)

Exemple de schéma de principe de la ventilation de la fosse septique (d'après Afnor XP DTU 64.1)

Dimensions de la fosse toutes eaux :

Pour un logement comportant jusqu'à 5 pièces principales, le volume minimal d'une fosse doit être de 3 m³. Ce volume est augmenté de 1 m³ par pièce principale supplémentaire.

Il est conseillé de disposer un filtre anti-colmatage avant le dispositif d'évacuation. Ce filtre est destiné à retenir les particules solides qui auraient pu être entraînées hors de la fosse "toutes eaux". Il n'a aucun rôle épurateur.

2.2. Epuration - Evacuation

Solution proposée : tranchées d'infiltration à faible profondeur

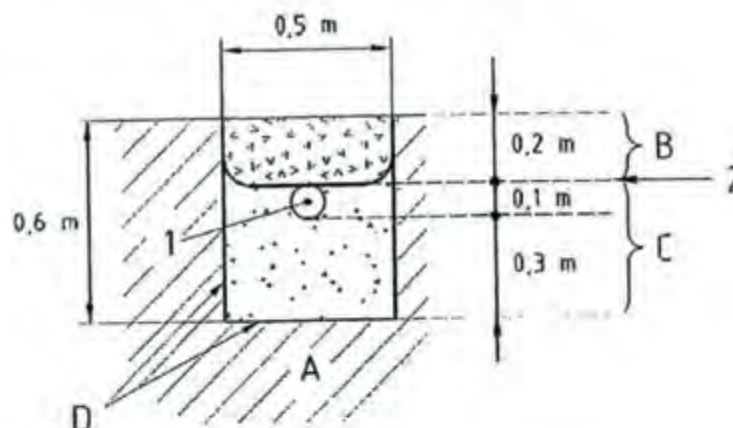
L'épuration des eaux usées issues de la fosse toutes eaux et du pré-filtre se fait par le sol en place, qui retient les matières organiques polluantes et les minéralise sous l'action de bactéries aérobies.

Les effluents sont répartis dans des tranchées d'infiltration ; le sol en place est utilisé comme système épurateur. Les eaux épurées se dispersent ensuite dans les couches les plus profondes du sol et peuvent rejoindre les eaux souterraines sans risque de contamination.

Dimensionnement du système (selon la norme XP DTU 64.1).

La longueur minimum de tranchées d'infiltration sera de 50 m augmentée de 10 m par pièces principales supplémentaires. La largeur des tranchées sera de 0,5 m.

Les tranchées doivent avoir un fond horizontal. La longueur de chaque tranchée ne doit pas excéder 30 m (recommandée : 15 m) avec un écartement entre tranchées d'axe en axe de 1,5 m au minimum et une profondeur des tranchées comprise entre 0,6 et 1,0 m. Il est conseillé de boucler le maillage des tranchées, ce qui permet de pallier une obstruction d'une canalisation. La mise en place d'un regard à chaque extrémité de tranchée est également conseillée.

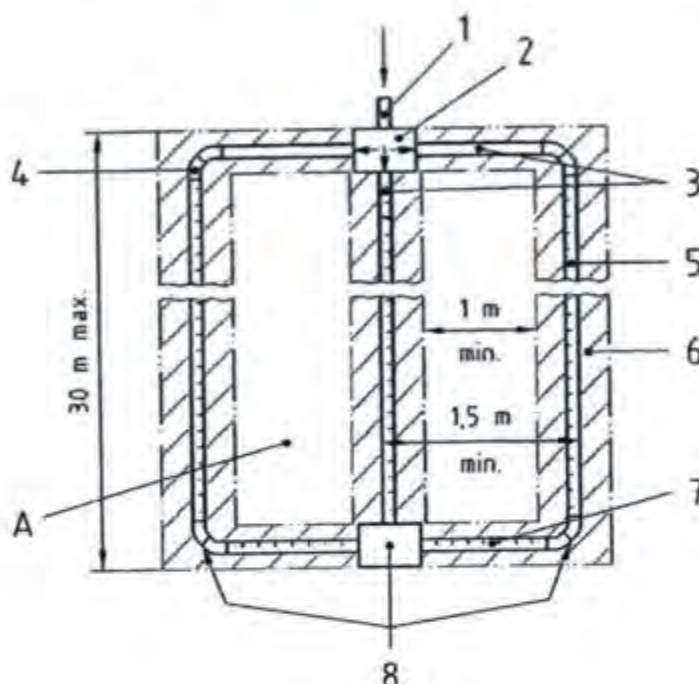


Coupe transversale d'une tranchée (d'après AFNOR XP P16-603)

- 1 – Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1 %)
- 2 – géotextile de recouvrement (débordement de 0,10 m min. de chaque côté)

Matériaux

- A – Terrain naturel
- B – Terre végétale de recouvrement (0,20 m max.)
- C – Graviers lavés stables à l'eau de granulométrie comprise entre 10 et 40 mm
- D – Fond de fouille et parois scarifiées sur 0,02 m



Vu de dessus (d'après AFNOR XP P16-603)

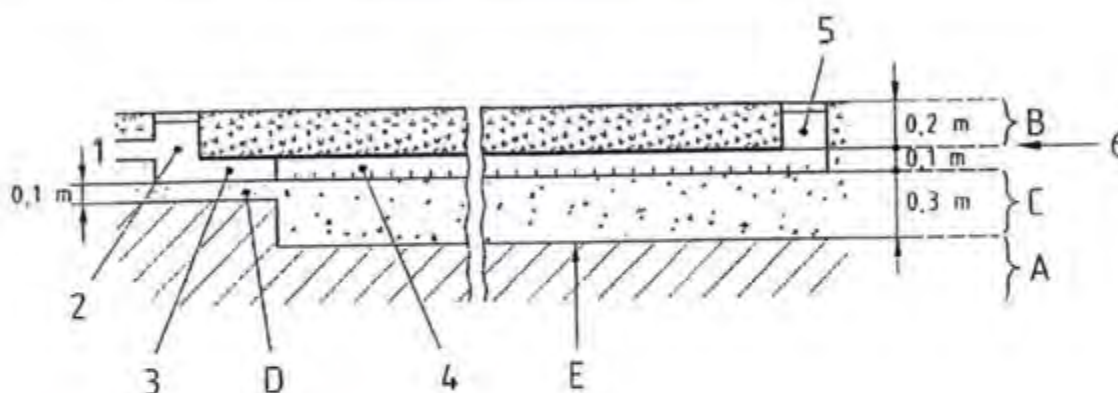
- 1 – Arrivée des eaux prétraitées par tuyau plein (pente de 0,5 % min.)
- 2 – Boîte de répartition
- 3 – Tuyau plein sur la largeur de répartition et 1 m sur le tuyau d'épandage central
- 4 – Chaque angle composé de deux coudes à 45 ° ou d'un coude à 90 ° à grand rayon
- 5 – Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1 %)
- 6 – Tranchée d'épandage de 0,50 m minimum de large
- 7 – Bouclage de l'épandage par un tuyau d'épandage (non pris en compte dans la longueur totale d'épandage)
- 8 – Boîte(s) de bouclage, de branchement ou d'inspection (exemple de positions)

Matériaux

A – Terrain naturel

Le gravier de remplissage, d'une granulométrie 20/40 mm, doit être propre et stable à l'eau. Ce gravier facilite la dispersion des eaux usées avant leur infiltration et n'a aucun rôle épurateur. Les parois des tranchées seront scarifiées et débarrassées de tout élément anguleux avant la mise en place du gravier. La pose des tuyaux d'épandage (à comportement rigide) s'effectue sur le gravier sans contre-pente dans l'axe médian de la tranchée, fentes vers le bas. Une couche de graviers d'environ 0,10 m est étalée de part et d'autre des tuyaux d'épandage.

Les tuyaux d'épandage et graviers sont recouverts de géotextile de façon à isoler le gravier de la terre végétale (exempte de tout élément caillouteux) qui comblera la fouille. Aucune plantation ne doit être réalisée sur le site et l'on veillera à en éloigner les eaux de ruissellement.



Coupe longitudinale (d'après AFNOR XP P16-603)

- 1 – Arrivée des eaux prétraitées par tuyau plein (pente de 0,5 % min.)
- 2 – Boîte de répartition
- 3 – Tuyau plein sur la largeur de répartition et 1 m sur le tuyau d'épandage central
- 4 – Tuyau d'épandage avec fentes orientées vers le bas (pente jusqu'à 1 %)
- 5 – Boîte(s) de bouclage, de branchement ou d'inspection (exemple de positions)
- 6 – Géotextile de recouvrement (débordement de 0,10 m min. de chaque côté)

Matériaux

- A – Terrain naturel
- B – Terre végétale de recouvrement (0,20 m max.)
- C – Graviers lavés stables à l'eau de granulométrie comprise entre 10 et 40 mm
- D – Lit de sable
- E – Fond de fouille et parois scarifiées sur 0,02 m

Précautions d'exécutions :

Nécessité de ne pas implanter de système d'assainissement autonome (tranchées d'infiltration) à moins de 5 m des limites avec le talus situé en limite Nord-Ouest des parcelles 205, 209 et 438.

Règles générales :

L'implantation des ouvrages devra impérativement respecter les pentes nécessaires au bon écoulement des eaux :

2 à 4 % pour la conduite d'amenée des eaux usées à la fosse toutes eaux	0,5 % mini. Pour les tuyaux issues de la fosse et ceux arrivant à la boîte de répartition	1 % max. pour les tuyaux d'épandage dans le sens de l'écoulement
---	---	--

Pour le système de traitement, respecter les distances suffisantes vis-à-vis des habitations (5 mètres), des arbres et des limites de propriété (3 mètres). Pour les puits destinés à la consommation domestique, il est obligatoire de respecter impérativement une distance minimale de 35 mètres.

Le système devra être implanté hors des zones exposées à la circulation et au stationnement de tout véhicule. De plus, le système de traitement (tranchées) devra être recouvert de matériaux perméables à l'air et à l'eau, de ce fait, tout revêtement bitumé ou bétonné est interdit (d'après le chapitre Prescriptions communes aux prétraitements de la norme XP DTU 64.1).

Chaque système de pré traitement et de traitement sera implanté en tenant compte des problèmes de pente. En effet, **si des problèmes de pentes sont rencontrés, il sera alors nécessaire d'utiliser une pompe de relevage** afin d'acheminer les eaux traitées vers le système de traitement.

L'Arrêté du 6 mai 1996 stipule que les installations et ouvrages d'assainissement autonome doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire. En particulier, les boues et matières flottantes qui s'accumulent dans la fosse doivent être vidangées au moins tous les 4 ans. L'organisme assurant la vidange doit fournir à l'occupant ou au propriétaire un document comportant notamment : son nom ou sa raison sociale, son adresse, la date de vidange, les caractéristiques, la nature et la quantité des matières vidangées, ainsi que le lieu où elles sont transportées en vue de leur élimination. De plus, les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Entretien des installations :

Type d'ouvrage	Fréquence d'entretien	Action
Bac à graisse	1 ou 2 fois/ an minimum	nettoyage
Fosse septique	Tous les quatre ans	vidange
Pré-filtre	1 ou 2 fois/ an minimum	nettoyage
Tous les regards	1 ou 2 fois/ an minimum	nettoyage

Avertissement :

Le présent rapport constitue un ensemble indissociable. La mauvaise utilisation qui pourrait en être faite suite à une communication ou reproduction partielle sans l'accord écrit de la société Assainissement Eau Environnement ne saurait engager celle-ci.

Les reconnaissances de sol réalisées sont par nature ponctuelles et leurs résultats ne peuvent être extrapolés à l'ensemble du site. Les éventuelles hétérogénéités locales du sous sol peuvent entraîner des adaptations tant de la conception que de l'exécution qui ne sauraient être à la charge de la société Assainissement Eau Environnement.

Toutes modifications de projet (implantation, surfaces, conception...) peuvent conduire à des remises en cause des prescriptions qui ne peuvent être à la charge de la société Assainissement Eau Environnement. Une nouvelle mission devra alors être confiée à cette dernière afin de réadapter ces conclusions ou de valider par écrit le nouveau projet.

Cette étude d'assainissement n'est en aucun cas une étude géotechnique et ne peut prétendre donner des indications sur la stabilité des terrains et la faisabilité des fondations.

L'administration reste décisionnaire pour imposer toute autre étude complémentaire ou un autre système d'assainissement. Il va de soi que dans ce cas notre responsabilité ne pourra être engagée par ces nouvelles prescriptions.

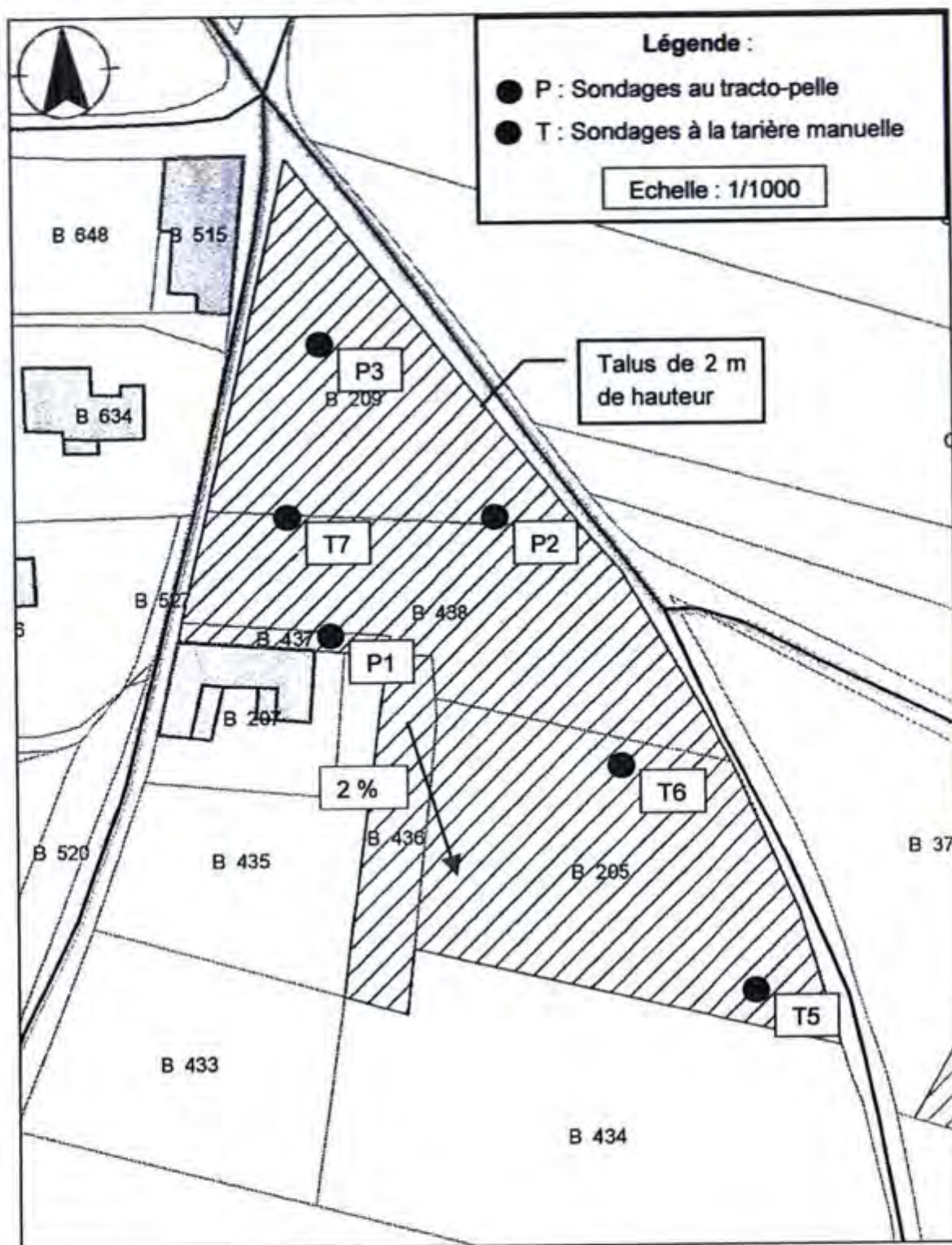
Fait à Peyrins le 16 juin 2008

Rédaction
Stéphane THIEBAUD

Contrôlé par
Aurélie JABOULEY

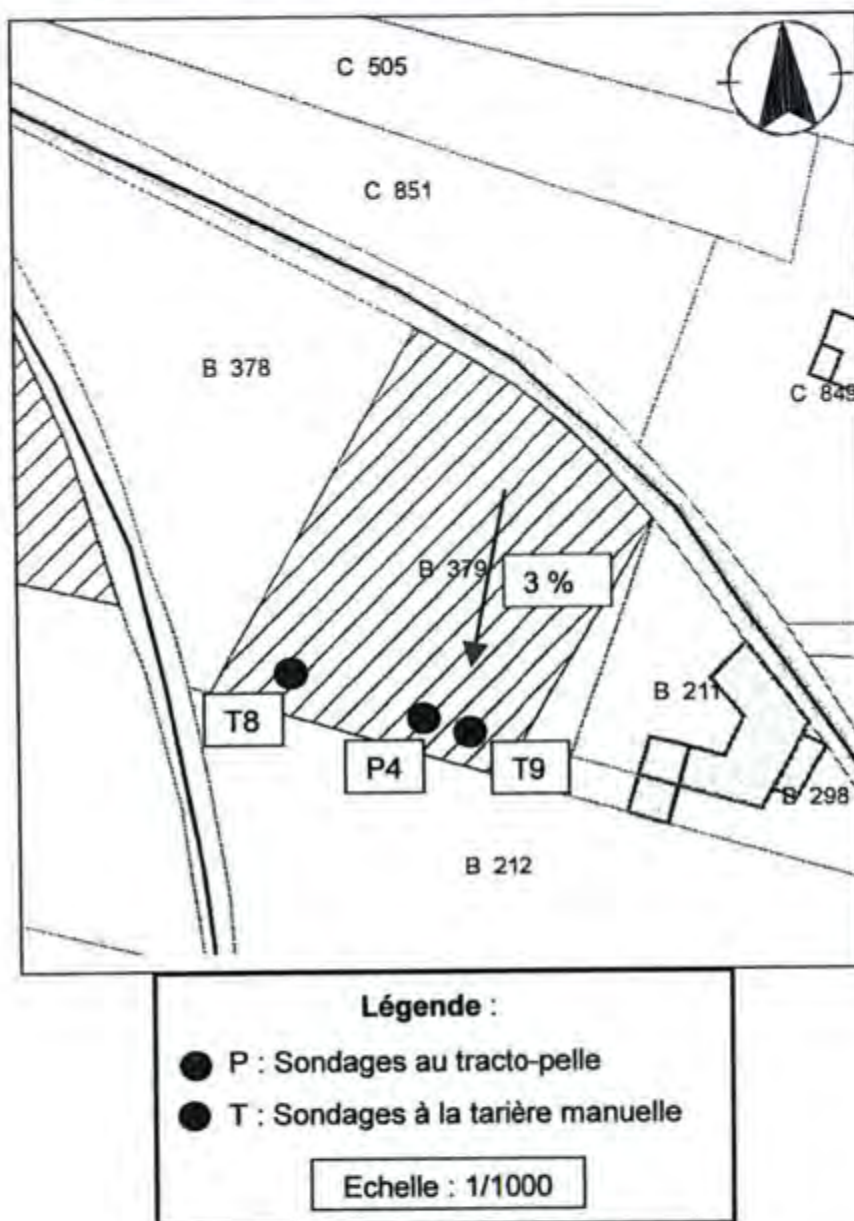


PLAN D'IMPLANTATION DES PARCELLES n°205, 209, 436 et 438



Rappel : ne pas implanter de système d'assainissement autonome (tranchées) à moins de 5 m de la limite Nord-Ouest (talus).

PLAN D'IMPLANTATION DE LA PARCELLE n°379



PLAN LOCAL D'URBANISME

Annexe :
Plan du réseau d'assainissement

5b3

ECHELLE	Prescription du PLU	Arrêt du projet du PLU	Approbation du PLU
1/5000	20/12/2004	20/07/2009	19/05/2010



NUMERO D'ETUDE : 5.06.105

W:\PRODUCTION\PLU\006105_TAIN\0_DESSIN\PLU_DOC\COMMUNE\006105_PLANRESEAUX_V1.DWG

DATE : Mai 2010

LEGENDE :

- — — Réseau d'eaux pluviales
- Réseaux d'eaux usées séparatif
- Réseaux d'eaux usées unitaires



- Assainissement collectif existant
- Assainissement autonome, étude au cas par cas
- Assainissement autonome possible avec filière adaptée

2	05/2010	Modification du zonage suite à l'enquête publique	AC	XA
1	11/2009	Modification de la légende	AC	XA
0	10/2008	Première édition	EM	XA
Indice	Date	Description	Dess	Vérit

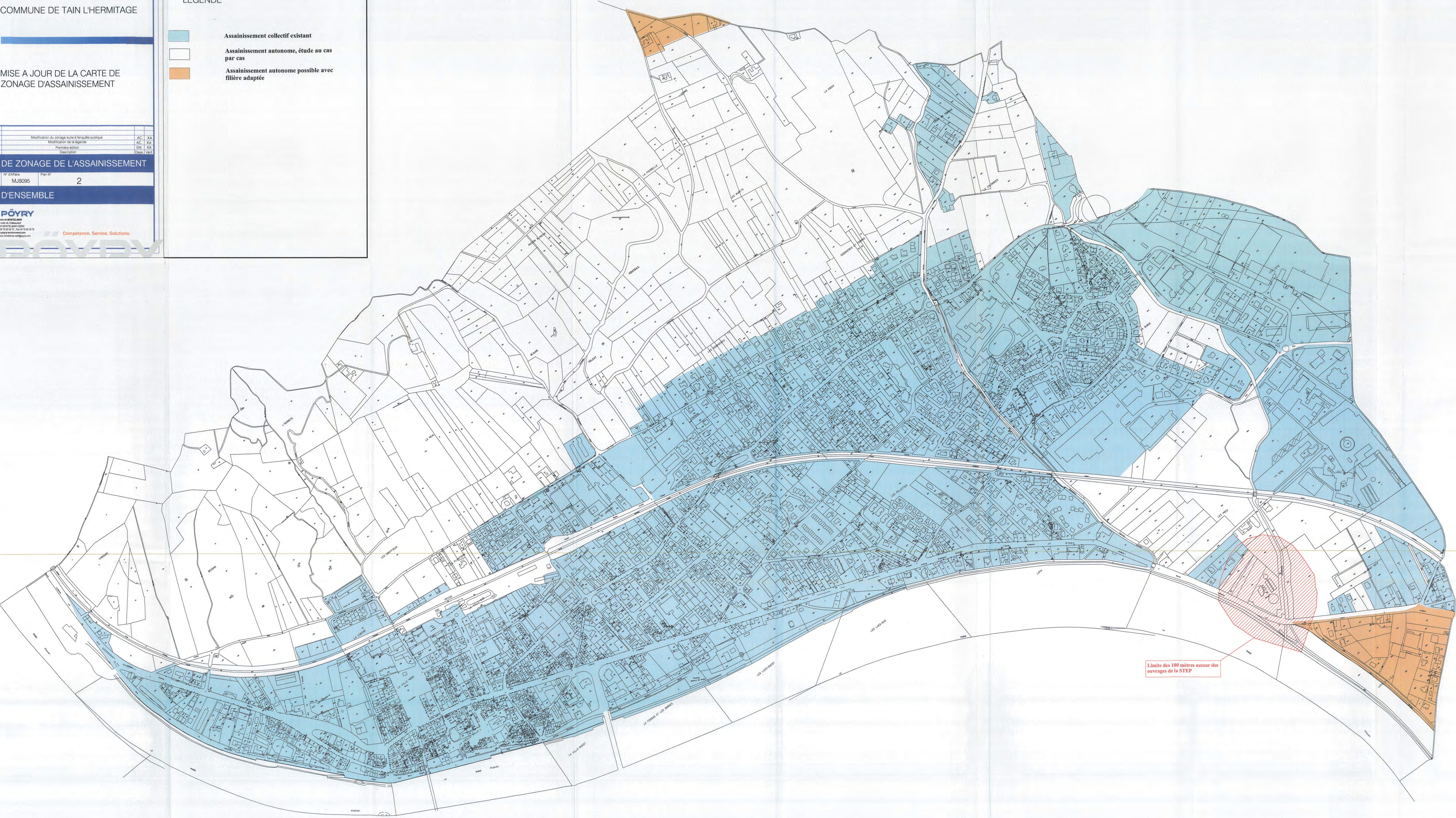
PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Echelle 1/2500 N° d'Attestation MJ9095 Plan N° 2

PLAN D'ENSEMBLE

PÖRY
Agence de MONTÉLIMAR
10, rue du Général
26200 MONTÉLIMAR CEDEX
04 78 33 00 17, Fax 04 78 33 00 19
www.pory-environnement.com
agence.montelimar@pory.com

Compétence, Service, Solutions.



PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXE :

5b5

Secteurs concernés par le bruit des infrastructures

ECHELLE	Prescription du PLU	Arrêt du projet du PLU	Approbation du PLU
1/5000	20/12/2004	20/07/2009	19/05/2010



NUMERO D'ETUDE : 5.06.105 W:\PRODUCTION\PLU\50105_TAIN\DOSSIER\PLU\DOC\COMMUNES\50105_PLU_V1.DWG

DATE : Mai 2010

Zone de bruit



Commune de TAIN L'HERMITAGE

PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXE :

Z.A.C. des Prés approuvée le 27/07/1992

5b4

ECHELLE	Prescription du PLU	Arrêt du projet du PLU	Approbation du PLU
1/10 000	20/12/2004	20/07/2009	19/05/2010





Commune de
TAIN
L'HERMITAGE



PLAN **L**OCAL **D' U**RBANISME



6-
Éléments du Porté
à Connaissance



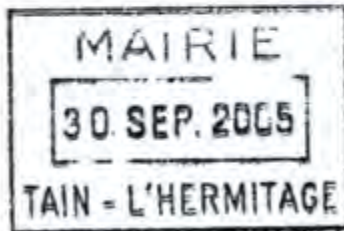
10 Rue Condorcet - 26100 Romans-sur-Isère
Tél : 04 75 72 42 00 - Fax : 04 75 72 48 61
Courriel : contact@beaur.fr - Internet : www.beaur.fr

5.06.105

Mai
2010

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE LA DRÔME
SERVICE PLANNING ET VILLE
Mission de l'État en Urbanisme
AFFAIRE SUIVIE PAR C. GROSJEAN
SIVIMELU COMPT 05 026
TEL 04 75 79 74 87
FAX 04 75 42 87 54



Valence, le

28 SEP. 2005

Le Préfet de la Drôme

à

Monsieur le Maire
Commune de

26600 TAIN L'HERMITAGE

OBJET : PROJET DE RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE TAIN L'HERMITAGE
P.L. : 1 DOSSIER « ÉLÉMENT DU PORTER À CONNAISSANCE ET PIÈCES ANNEXES »

Par délibération en date du 20 décembre 2004, le conseil municipal de votre commune a prescrit la révision n° 2 du Plan Local d'Urbanisme.

En application des articles L 110 et L 121-2 du Code de l'Urbanisme, l'Etat veille au respect des principes définis à l'article L 121-1 et à la prise en compte des projets d'intérêt général ainsi que des opérations d'intérêt national.

A ce titre, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, les informations nécessaires à l'exercice de vos compétences en matière d'urbanisme.

Le document joint à cet envoi, établi conformément aux dispositions de l'article R 121-1 du Code de l'Urbanisme, précise les dispositions particulières applicables au territoire de votre commune, les servitudes d'utilité publique ainsi que les éventuels projets d'intérêt général ou opération d'intérêt national.

Il indique également les études techniques dont dispose l'Etat en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Ce document est tenu à la disposition du public et tout ou partie des pièces le composant peut être annexé au dossier d'enquête publique.

Si de nouvelles prescriptions particulières, servitudes d'utilité publique ou projets d'intérêt général devaient intervenir au cours de l'élaboration de votre document, je ne manquerai pas de vous en informer.

Par ailleurs, j'appelle votre attention sur la nécessité de respecter les procédures relatives à la révision de votre Plan Local d'Urbanisme telles qu'elles sont présentées au paragraphe I.2 de la note jointe ; il convient également de veiller à l'association des personnes publiques et notamment à ce que les services de l'Etat intéressés par le P.L.U. soient conviés à une réunion au cours de laquelle les éléments du présent porter à connaissance seront examinés.

Par délégation,
Le Secrétaire Général

Yves HUSSON

Commune de TAIN L'HERMITAGE

Révision n° 2 du Plan Local d'Urbanisme

Porter à Connaissance

I – PREAMBULE

1) LES OBJECTIFS DES LOIS « SOLIDARITE ET RENOUVELLEMENT URBAINS » et « URBANISME ET HABITAT »

Les lois « Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 » et « Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 » se donnent pour ambition de promouvoir un développement urbain équilibré, cohérent et durable qui intègre simultanément les différents champs du développement local.

Ces dispositions conduisent à aborder les objectifs d'aménagement dans leur globalité, en considérant notamment les questions du logement et des déplacements comme des composantes essentielles des politiques urbaines.

Les plans locaux d'urbanisme (PLU), élaborés en concertation avec les habitants, ont pour vocation de traduire les orientations communales et prendre en compte les impératifs de l'aménagement urbain (ainsi que les réalités du développement durable) et de définir le cadre juridique de l'urbanisme de la commune.

Le Plan Local d'Urbanisme garantira alors :

- la mixité sociale en matière d'habitat ce qui conduira à définir une bonne répartition du logement social sur le territoire communal;
- le respect de l'environnement par la définition de mesures destinées à assurer la sauvegarde du patrimoine naturel ou bâti et la maîtrise de l'expansion urbaine ;
- la bonne diversité et l'équilibre des fonctions urbaines entre l'emploi, l'habitat, la fonction commerciale, ...

Ces grands principes permettront de définir un développement équilibré de la commune conformément aux objectifs de l'article L 121-1 du Code de l'Urbanisme.

Le Plan Local d'Urbanisme, enrichi dans son contenu, permettra l'expression d'une logique de projet inscrite dans le « projet d'aménagement et de développement durable » de la commune.

Ce plan intégrera l'ensemble des projets d'aménagement intéressant le territoire communal.

2) – LE DEROULEMENT DE LA DEMARCHE

Qu'il s'agisse de l'élaboration ou de la révision d'un plan local d'urbanisme, le déroulement de la procédure devra respecter les phases suivantes :

- a) **L'acte de prescription** initialise la démarche et précise les modalités de la concertation avec les habitants, les associations locales ainsi que les autres personnes associées, notamment les représentants de la profession agricole.
- b) **La phase d'étude proprement dite** au cours de laquelle il vous revient de conduire l'association des personnes publiques.

Cette phase permet l'arrêt par le Conseil Municipal du projet de PLU après avoir débattu et conclu sur :

- le contenu du projet d'aménagement et de développement durable ;
- le bilan de la concertation menée avec la population.

c) La phase d'instruction administrative du PLU qui comprendra les deux procédures suivantes :

- la consultation des personnes publiques qui s'échelonnnera sur une durée de trois mois
- l'enquête publique sur le PLU auquel sera annexé l'avis des personnes publiques.

d) L'approbation par le Conseil Municipal du Plan Local d'Urbanisme, éventuellement modifié à la suite des consultations précédentes.

II – LES DISPOSITIONS JURIDIQUES GENERALES

Les documents d'urbanisme, élaborés sous la responsabilité des collectivités locales doivent s'inscrire dans les grands principes généraux de l'aménagement définis par les lois et règlements.

Ces orientations sont les suivantes :

1) Les dispositions du Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 110 créé par la loi de décentralisation du 7 janvier 1983 énonce les grands principes suivants :

Article L 110 :

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace.

- 2) - La Loi sur l'Eau (loi du 3 janvier 1992) définit les modalités d'une gestion équilibrée de la ressource en eau visant à :
- la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides
 - la protection des eaux et la lutte contre toute pollution
 - la restauration de la qualité des eaux et de leur régénération
 - la protection de la ressource en eau
 - la valorisation de l'eau comme ressource économique.

CODE DE L'ENVIRONNEMENT : Eau et milieux aquatiques (article L210-1)

L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

L'usage de l'eau appartient à tous dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis.

- 3) -La prise en compte de l'environnement qui, (en dehors des installations et des risques naturels évoqués dans le chapitre III) précise les modalités de gestion du paysage naturel, qu'elles soient générales :

Article : L 110.2 du code de l'environnement :

II – Les lois et règlements organisent le droit de chacun à un environnement sain et contribuent à assurer un équilibre harmonieux entre les zones urbaines et les zones rurales.

Il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde et de contribuer à la protection de l'environnement.

Les personnes publiques et privées doivent, dans toutes leurs activités, se conformer aux mêmes exigences.

Ou qu'elles soient spécifiques à certains secteurs de la commune :

Article L III –1.4 du code de l'urbanisme

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection, ou à l'extension de constructions existantes.

Les dispositions des alinéas précédents ne s'appliquent pas dès lors que les règles concernant ces zones, contenues dans le plan local d'urbanisme ou dans un document d'urbanisme en tenant lieu, sont justifiées et motivées au regard notamment des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

5)- Les directives de gestion des monuments historiques (classés ou inscrits) pour lesquels des modalités particulières peuvent être décidées sur proposition de l'architecte des bâtiments de France, après accord de la commune.

6) – La loi de lutte contre les exclusions (29 juillet 1998) et la loi de solidarité et de renouvellement urbain (13 décembre 2000) précisent dans les volets logement respectifs les dispositions fondamentales que doivent prendre en compte les plans locaux de l'urbanisme, qu'il s'agisse de logements pour les plus défavorisés, des seuils minimums de logement sociaux requis dans certains territoires ou obligations d'hébergement des gens du voyage (selon les dispositions complémentaires de la loi du 5 juillet 2000)

7)- La loi d'orientation agricole :

Chapitre Ier : Dispositions générales

Article L111-1 du code rural

L'aménagement et le développement durable de l'espace rural constituent une priorité essentielle de l'aménagement du territoire.

La mise en valeur et la protection de l'espace agricole et forestier prennent en compte ses fonctions économique, environnementale et sociale.

Article L111-2 du code rural

Pour parvenir à la réalisation des objectifs définis en ce domaine par le présent titre, la politique d'aménagement rural devra notamment :

- 1° Favoriser la mise en valeur durable des potentialités et des caractéristiques locales de l'espace agricole et forestier
- 2° Améliorer l'équilibre démographique entre les zones urbaines et rurales ;
- 3° Maintenir et développer la production agricole et forestière tout en intégrant les fonctions environnementales et sociales de ces activités et en organisant leur coexistence avec les activités non agricoles ;
- 4° Assurer la répartition équilibrée des diverses activités concourant au développement du milieu rural ;
- 5° Prendre en compte les besoins en matière d'emploi ;
- 6° Encourager en tant que de besoin l'exercice de la pluri-activité dans les régions où elle est essentielle au maintien de l'activité économique ;
- 7° Permettre le maintien et l'adaptation de services collectifs dans les zones à faible densité de peuplement.

Article L112-3 du code rural

Les schémas directeurs, les plans d'occupation des sols ou les documents d'urbanisme en tenant lieu et les documents relatifs au schéma départemental des carrières prévoyant une réduction des espaces agricoles ou forestiers ne peuvent être rendus publics ou approuvés qu'après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national des appellations

d'origine dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et, le cas échéant, du centre régional de la propriété forestière. Il en va de même en cas de révision ou de modification de ces documents.

Ces avis sont rendus dans un délai de deux mois à compter de la saisine. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Ces dispositions s'appliquent aux opérations d'aménagement dont l'enquête publique n'a pas encore été prescrite à la date de publication de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole.

III – LES SERVITUDES, LES PROJETS D'INTERET GENERAL ET LES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

1) – LES SERVITUDES

Le plan local d'urbanisme doit comporter les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol (Plans et liste) conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Sur votre commune, la liste des servitudes arrêtée à ce jour est jointe en annexe ; les documents correspondants sont mis à disposition de la commune dans les locaux de la DDE (service SHV/Mission de l'Etat en Urbanisme)

2) – LES PROJETS D'INTERET GENERAL

Il s'agit d'opérations d'aménagement ou d'équipement qui conformément aux articles L 121-9 et R 121-3, s'imposent au Plan Local d'Urbanisme.

A ce jour, aucun projet d'intérêt général n'a été recensé sur le territoire de votre commune.

3) – LES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

- **Classement des voies bruyantes**

Des arrêtés préfectoraux ont été pris pour classer les voies bruyantes sur la commune :

Arrêté 748 du 2.3.1999 pour les routes nationales 7 et 95

Arrêté 970 du 15.3.1999 pour la voie ferrée « Vallée du Rhône – Paris Lyon Marseille »

L'A7, sur la commune de Mercurol, influence la commune de Tain l'Hermitage au niveau du bruit

- **Application de la loi Barnier (article L111-1-4 du code de l'urbanisme)**

Les dispositions de l'article L111-1-4 sont applicables depuis le 1^{er} janvier 1997 aux voies suivantes :

les RN 7, 95 et 532 classées à grande circulation (recul de 75m pour les constructions)

- **Obligation des aires de stationnement des gens du voyage**

La loi 2000-614 du 5 juillet 2000 et ces décrets d'application relatifs à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage obligent les communes de plus de 5000 habitants à créer des aires de nomades non sédentaires.

Le plan local d'urbanisme devra évoquer dans le rapport de présentation les solutions retenues par la commune.

- **DIREN (Direction régionale de l'environnement)**

Zones répertoriées par l'inventaire national des zones naturelles d'intérêts écologique, faunistique et floristique de la région Rhône-Alpes :

ZNIEFF de type 1 : Belvédère de Pierre-Aiguille

ZNIEFF de type 2 : Ensemble fonctionnel formé par le Moyen-Rhône et ses annexes fluviales – Gorges du Doux, du Duzon et de la Daronne – Ilot granitique de St-Vallier/Tain l'Hermitage.

- **DIRECTION REGIONALE DE L'ARCHEOLOGIE ET DU PATRIMOINE**

Les différents sites archéologiques sont à annexer au plan local d'urbanisme. Un arrêté préfectoral de M. le Préfet de région ainsi que les plans déterminant les secteurs concernés doit vous être notifié prochainement.

Le plan local d'urbanisme devra tenir compte de cet arrêté. Vous trouverez ci-joint, une note de ce service qui retrace l'historique des sites de votre commune.

☐ **Le service des Armées**

Le service des armées rappelle l'implantation de la caserne de gendarmerie. Les règles d'utilisation du sol tiendront compte des propositions de ce service en ce qui concerne le COS, les clôtures, des contraintes minimales de hauteur et de stationnements

☐ **LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES**

La commune est soumise aux risques d'inondation par le débordement du Rhône, des ruisseaux de la Bouterne, du Torras et de la Burge.

Un PPR a été prescrit le 29/11/2002. La carte des aléas est consultable à la DDE. Le dossier sera approuvé vers le 3^e trimestre 2005.

Par ailleurs, il est à retenir le risque de transport de matières dangereuses sur les axes A7, A49, RN7, RN75, RN532, RD93 et RD 94.

Le Rhône représente également un axe de transport des matières dangereuses.

☐ **Les services désignés ci-après n'ont pas de prescriptions particulières à évoquer au titre du porter à connaissance juridique :**

- Le Ministère de l'Education Nationale (Académie de Grenoble)
- La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
- La Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports

Pièces jointes au porter à connaissance

Liste des servitudes

Indicateurs de cadrage

Note et cartes ZNIEFF

Note de l'archéologie

Note SDIS incendie et secours

Note des ASF

Note et Plans RTE

Note et plans GDF

Rapport DRIRE

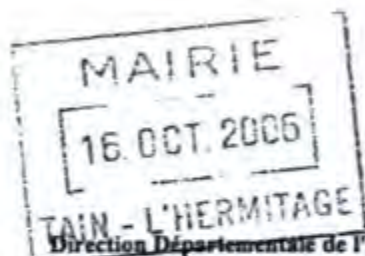
A.P N° 748 (voies bruyantes)

A.P N° 970 (voies bruyantes)

Fiches renseignements Armée de Terre

Lettre circulaire Préfectorale du 21/02/2005 (SNCF)

FRANCE TELECOM plans et cartes servitudes PT2/PT3



Direction Départementale de l'Équipement
Service SHV/MEU/MFT 06 135
affaire suivie par : Mr GROSJEAN Claude
Tél. 04 75 79 74 87
email: claud.grosjean@equipement.gouv.fr

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Valence, le 13 OCT. 2006

Le Préfet de la Drôme

à

Monsieur le Maire de Tain l'Hermitage
HOTEL DE VILLE

26600 TAIN L'HERMITAGE

Objet : Porter à connaissance complémentaire du PLU

Réf. : Loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement

Par délibération en date du 20 décembre 2004, vous avez prescrit la révision du plan local d'urbanisme de votre commune et par lettre du 27 septembre 2005 je vous ai communiqué un porter à connaissance sur les prescriptions des différents services de l'Etat à prendre en considération dans ce document.

Depuis cette communication, la loi portant engagement national sur le logement (dite loi ENL) a été promulguée le 13 juillet 2006. Cette loi comporte des mesures dont certaines doivent être prises en compte lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Je souhaite donc porter à votre connaissance les dispositions de la loi qui relèvent de l'urbanisme et concernent les plans locaux d'urbanisme.

Article 1 de la loi: Mobilisation des terrains publics:

La réalisation de logements sur des terrains appartenant à l'Etat est reconnue d'intérêt national lorsque l'opération permet d'atteindre les objectifs définis par l'article L 302 -8 du code de la construction (20% de logements sociaux) ou du PLH lorsqu'il existe. Toutefois, ces programmes doivent tenir compte de l'économie générale du PADD du plan local d'urbanisme. Des décrets peuvent créer des périmètres d'intérêt national pour la mise en oeuvre de ces dispositions jusqu'au 31 janvier 2010.

Article 2 de la loi : Faciliter la politique foncière

Si, les communes ou les EPCI compétentes en matière de politique de l'habitat en font la demande, ils peuvent obtenir la liste des immeubles appartenant à l'Etat afin de faciliter les politiques foncières locales de l'habitat. Cette mesure est d'application immédiate.

Article 3 : Faciliter l'adaptation des documents d'urbanisme aux objectifs fixés en matière de logement

Dans les communautés de communes compétentes en matière d'habitat de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants, ainsi que les communautés d'agglomération et les communautés urbaines, un PLH (programme local de l'habitat) est obligatoire. Ces dispositions sont d'application immédiate.

Article 4 : Rapport de présentation du PLU

Le rapport de présentation du PLU peut comporter un échéancier de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et des équipements prévus. Cette disposition est d'application immédiate.

Article 4 II: Examen triennale de l'application du PLU

Tous les 3 ans après l'approbation du PLU ou de la dernière révision, un débat est organisé au sein du conseil municipal sur les résultats de l'application de ce document au regard de la satisfaction des besoins en logements et de l'ouverture des zones à urbaniser. Le conseil municipal délibère ensuite sur la nécessité de mettre en révision le PLU. Dans le cas où le PLU n'a pas été mis en révision, le débat est organisé tous les trois ans. Cette disposition est d'application immédiate.

Article 4 III: Institution de servitudes pour faciliter la création de logements

Dorénavant, la création de servitudes est possible dans les zones urbaines **ou à urbaniser** au titre de l'article L123-2 du code de l'urbanisme en plus des dispositions déjà inscrites dans cet article, à savoir les servitudes pour:

- (a) Interdiction des constructions, installations importantes, adaptation ou changement de destination,
- (b) emplacements réservés pour les objectifs de mixité sociale, de programme de logements qu'il définit
- (c) localisation et caractéristiques pour la réalisation des voies, ouvrages publics, installations d'intérêts général, espaces verts à créer ou modifier.

A cela s'ajoute un petit « d », donnant la possibilité de délimiter des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme doit être affecté à des catégories de logements locatifs qu'il définit dans le respect de mixité sociale. Ces dispositions sont d'application immédiate.

L'application de la dernière disposition entraîne un droit de délaissement (le propriétaire peut mettre en demeure la commune d'acheter le terrain).

Article 4 IV: Information des PLU auprès des organismes d'habitation à loyer modéré

L'organisme d'habitation à loyer modéré gestionnaire d'immeubles situés sur la commune peut demander la notification du projet de PLU à la commune afin de pouvoir émettre un avis. L'avis est réputé favorable s'il n'est pas rendu dans le délai de deux mois. Cette disposition est d'application immédiate pour les PLU prescrit après le 17 juillet 2006.

Article 4 IX: Possibilité de majoration du COS

Dans les communes de plus de 20 000 habitants, et celles de plus de 1 500 habitants appartenant à un établissement de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants compétent en matière d'habitat, il est possible de délimiter des secteurs à l'intérieur desquels les programmes de logements comportant au moins la moitié de logements locatifs sociaux bénéficient d'une majoration du COS. Cette majoration prévue par délibération ne peut excéder 50 % du COS et ne doit pas porter atteinte à l'économie générale du PADD du PLU. Cette disposition est d'application immédiate.

Article 4 X : Constructions dans les zones C des plans d'exposition au bruit des aéroports

Lorsqu'une opération de renouvellement urbain est rendue nécessaire à la suite d'une opération de démolition située en zone A ou B des zones de bruits approuvées d'un aéroport, il sera possible de construire en zone C dès lors qu'il n'existe aucun accroissement de population exposée aux nuisances et que les normes d'isolation acoustique des bâtiments d'habitation sont à la charge des constructeurs. Cette disposition est d'application immédiate.

Article 4 XI : Personnes publiques associées

L'association des personnes publiques associées au PLU sera dorénavant complétée par les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de programme local de l'habitat dont la commune est membre. La notification de la délibération de prescription du PLU devra comprendre cet établissement (article L 123-6 du code de l'urbanisme) ainsi que lors des consultations du PLU (article L123-8 de ce même code)

Cette disposition est d'application immédiate pour les SCOT et les PLU prescrits à partir du 17 juillet 2006.

Article 15 et 19 : Améliorer les outils des acquisitions foncières

L'essentiel de ce volet concerne le droit de priorité donné aux communes et aux EPCI titulaires du droit préemption urbain (DPU). Un nouvel article L240-1 du code de l'urbanisme, créé en faveur de ces titulaires du DPU, leur donne un droit de priorité pour acheter les terrains appartenant à l'Etat, aux sociétés dont il détient la majorité du capital, à Réseau ferré de France, à la SNCF, à voie Navigable de France, ou à des établissements publics dont la liste est fixée par décret, pour réaliser des opérations ou actions d'aménagement. Cette réforme vise la réalisation dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations répondant aux objets définis à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation de telles actions ou opérations.

La commune ou l'EPCI peut déléguer ce droit de priorité comme pour le DPU habituel.

Les conditions particulières et les exceptions de mise en oeuvre de ce droit de priorité sont prévues par de nouveaux articles du code de l'urbanisme.

A cette réforme s'ajoute, en cas d'absence de PLH (programme local de l'habitat), la possibilité par la commune d'exercer le DPU par délibération qui définit les actions souhaitées afin de mener à bien un programme de construction de logements sociaux. Ces mesures sont d'application immédiates.

* * *

Votre document d'urbanisme n'étant pas arrêté à ce jour, il vous appartient d'analyser ces dispositions et de les prendre en compte dans le PLU suivant les modalités adaptées aux particularités de votre commune et aux orientations que vous souhaitez mettre en oeuvre. Les services de l'Etat apporteront leurs contributions à cette démarche dans le cadre de l'association prévue à l'article L 123-7 du code de l'urbanisme.

Par ailleurs, la loi ENL n° 2006-872 du 13 juillet 2006 comporte, outre les dispositions présentées ci-dessus, les mesures relatives à la fiscalité, au financement du logement et à la cohésion sociale qui ne relèvent pas du choix des PLU mais peuvent intéresser votre commune ; je vous invite donc à en prendre connaissance sur le site " legifrance.gouv.fr " .

Les services de la Direction Départementale de l'Equipeement se tiennent à votre disposition pour toute information complémentaire qui vous serait utile.

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Eddie BOUTTERA